



# RAPPORT ANNUEL 2008

unissons-nous  
pour les enfants

unicef 

Photo de couverture :

© UNICEF/NYHQ2008-0824/Isaac

Des élèves de quatrième année obtiennent des informations sur la prévention du VIH dans le cadre de « Window of Hope », un programme d'activités organisées après les classes à l'école primaire d'Ehenya, dans la région d'Oshana, au nord de la Namibie.

Photo de l'avant-propos, page 2 :

© UNICEF/NYHQ2009-0225/Estey

Avec l'appui de l'Initiative sociale d'IKEA, la première entreprise partenaire de l'UNICEF en termes de financement, des élèves de l'école primaire Ban Pho, dans le Cao Va, une province reculée du Viet Nam, apprennent à se laver les mains.

**Note sur les sources d'information :** les données figurant dans ce rapport proviennent des statistiques les plus récentes de l'UNICEF et d'autres institutions des Nations Unies, des rapports annuels préparés par les bureaux de pays de l'UNICEF et du Rapport annuel de juin 2009 présenté par la Directrice générale de l'UNICEF au Conseil d'administration.

**Note sur les ressources :** toutes les sommes indiquées sont en dollars des Etats-Unis, sauf mention contraire.

# Rapport annuel de l'UNICEF 2008

Couvrant la période du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008

## TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	3
2008 : une année de crise	4
Survie et développement du jeune enfant	7
Action humanitaire : démêler l'écheveau de la mortalité infantile	9
Éducation de base et égalité des sexes	11
Action humanitaire : des écoles capables de résister aux intempéries	13
Protection de l'enfant	15
Action humanitaire : l'endroit le plus dangereux du monde	17
Le VIH et le SIDA	19
Action humanitaire : combattre les dangers sur plusieurs fronts	21
Activités de plaidoyer et partenariats	23
Participation : ne plus se présenter en victimes	25
Les amis de l'UNICEF	27
Comités nationaux et Ambassadeurs itinérants internationaux	29
Dans les coulisses	31
Finances	33





© UNICEF/NYHQ2009-0225/Estey

# AVANT-PROPOS

En 2008, l'UNICEF a publié les données les plus récentes sur le nombre de décès annuels d'enfants de moins de 5 ans. Le nombre estimatif de décès d'enfants de moins de 5 ans a été de 9,2 millions en 2007, par rapport à 9,7 millions en 2006. Pour la période 1990–2007, on affiche un taux annuel moyen de réduction de la mortalité infantile de 1,8 %.

Les interventions qui ont fait leurs preuves ont été élargies dans divers secteurs : santé infantile et maternelle, nutrition, eau, assainissement et hygiène, éducation de base et égalité des sexes. De nombreux pays ont inclus pour la première fois le test du VIH et les conseils concernant cette maladie dans les examens de dépistage au cours de la grossesse. On peut aussi noter un soutien notable aux mesures accélérées en faveur de la survie et du développement du jeune enfant, qui s'est concrétisé par des accords finalisés en 2008 pour une collaboration plus efficace avec la Banque mondiale et les partenaires gouvernementaux par l'intermédiaire de l'approvisionnement sanitaire en utilisant des ressources de l'Association internationale de développement.

L'UNICEF et le Programme alimentaire mondial se sont alliés pour fournir des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi afin de faire reculer la malnutrition de la corne de l'Afrique. Parallèlement à l'Organisation mondiale de la Santé, l'UNICEF a travaillé avec le Ministère de la santé du Malawi afin de fournir des suppléments en vitamine A à plus de 2 millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois. Dans le cadre de l'Année internationale de l'assainissement, l'UNICEF a coordonné le Groupe de travail sur l'assainissement d'ONU-Eau et il a contribué au lancement de la première Journée annuelle mondiale du lavage des mains – à laquelle plus de 200 millions d'enfants dans 82 pays ont participé.

L'UNICEF s'est allié avec des gouvernements, des donateurs et des défenseurs des enfants dans le cadre de campagnes visant à renforcer la scolarisation, améliorer la qualité de l'éducation et diffuser le modèle des écoles « amies des enfants ». Grâce à des partenariats essentiels avec l'UNESCO, la Banque mondiale et des gouvernements donateurs, et par l'intermédiaire de son rôle de chef de file de l'UNGEI, l'UNICEF a soutenu les pays – y compris ceux en situation d'urgence et en transition – dans leur progression vers la réalisation des Objectifs 2 et 3 du Millénaire pour le développement : éducation universelle et égalité des sexes.

La volonté de favoriser la participation des jeunes s'est manifestée lors du Sommet Junior 8 de Chitose (Japon), la réunion pour enfants organisée parallèlement au Sommet du G8 à Toyako; du deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents, tenu à Rio de Janeiro; et de la 17e Conférence internationale sur le SIDA de Mexico. Les jeunes ont continué à participer activement à la campagne *Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA*. En fait, dans de nombreux pays, la prévalence



© UNICEF/HQ/Toutounji

du VIH dans le groupe des 15 à 24 ans a reculé, dans certains cas de manière notable.

Membre capital des groupes sectoriels du Comité permanent interorganisations, l'UNICEF a apporté son aide lors des grandes catastrophes qui ont frappé la planète en 2008, séismes, inondations, ouragans, épidémies de choléra et sécheresses. L'UNICEF a pris la tête ou rejoint des interventions d'urgence dans 78 pays au cours de l'année écoulée. L'organisation a prodigué des soins médicaux à 15,2 millions d'enfants, apporté de l'eau salubre et services d'assainissement et d'hygiène à 5,6 millions d'enfants, distribué des suppléments alimentaires à 4,3 millions d'enfants et lancé des initiatives qui ont permis de protéger un demi million d'enfants.

Les succès de 2008 sont d'autant plus notables qu'ils s'inscrivent dans un contexte de récession économique et de flambée des prix alimentaires et énergétiques. Ces crises mondiales ont exacerbé une situation déjà précaire pour les enfants et leurs familles. Grâce à des partenariats dynamiques et à des activités inlassables de plaidoyer, l'UNICEF a obtenu bien des victoires, petites et grandes, en faveur des enfants.

En 2009, l'UNICEF maintiendra sans faillir son soutien et sa protection aux femmes et aux enfants en ralliant tous ceux et celles qui soutiennent cette cause – communautés locales, gouvernements et dirigeants de la planète – pour obtenir les meilleurs résultats possibles en faveur des enfants.

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'Ann M. Veneman'. The signature is fluid and cursive, written on a white background.

Ann M. Veneman  
Directrice générale  
Fonds des Nations Unies pour l'enfance

**« Ce sont les pauvres  
qui paient »**

*– Fiji Times, 15 janvier 2008*

**« Glisser sur les prix élevés  
du pétrole »**

*– My SinChew (Malaisie), 20 janvier 2008*

**« La crise alimentaire dépeinte  
comme un 'tsunami silencieux' »**

*– The Washington Post, 23 avril 2008*

**« Au G8 les financiers parleront de  
la crise pétrolière et alimentaire »**

*– Tehran Times International Day, 14 juin 2008*



**« Les Caraïbes, premières victimes de la hausse des prix alimentaires et énergétiques »**  
– *Jamaica Observer*, 11 juillet 2008

**« La lutte contre la pauvreté dans le monde en danger »**  
– *The Australian*, 25 septembre 2008

**« Les pays pauvres confrontés aux prix alimentaires et pétroliers »**  
– *The Times (Afrique du Sud)*, 3 octobre 2008

**« Le krach financier aggrave la crise alimentaire »**  
– *China Daily*, 17 octobre 2008

**« Pour ceux qui gagnent deux dollars par jour, le pire est peut-être à venir »**  
– *Chicago Tribune*, 14 novembre 2008



© UNICEF/NYHQ2008-0186/Photographe non identifié



**« Mortalité infantile : les ravages  
d'une urgence silencieuse »**  
-Vanguard (Nigéria), 14 mars 2008

## **SURVIE ET DÉVELOPPEMENT DU JEUNE ENFANT**

Lorsque les économies s'effondrent et que les prix des produits de base augmentent, les femmes et les enfants sont souvent les premiers à être privés d'une nutrition adéquate et les derniers à recevoir des soins médicaux.

En 2008, le quotidien des enfants et des mères a été profondément bouleversé par la chute des revenus et l'escalade des prix. Dans le débat sur la question de savoir qui sortir en priorité de ce mauvais pas, l'UNICEF reste convaincu que la planète ne peut pas se permettre de perdre son potentiel humain, quand plus de 9 millions d'enfants meurent chaque année avant d'avoir atteint leur cinquième anniversaire. La majorité de ces décès pourrait être évitée en investissant dans la survie et le développement de l'enfant.

### **Les nourrissons et les mères de famille**

Essayer de séparer la survie de l'enfant de la santé maternelle, c'est comme si l'on essayait de séparer un arbre de ses racines. L'Objectif 4 du Millénaire pour le développement, qui vise à faire reculer de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, est inexorablement lié à l'Objectif 5 du Millénaire pour le développement, qui vise à réduire des trois quarts le taux de mortalité maternelle. Dans le contexte actuel, il faut accélérer les progrès en matière de santé maternelle et néonatale pour atteindre les cibles fixées pour 2015. En 2008, l'UNICEF a coopéré avec ses partenaires afin de multiplier les interventions peu coûteuses qui ont un fort impact sur la survie de l'enfant en soutenant l'intégration des services de soins de santé.

Au Congo, par exemple, le Ministère de la santé, des affaires sociales et de la famille, en partenariat avec l'UNICEF et les principales institutions religieuses du pays, a lancé une initiative nationale de communication, *Les gestes qui sauvent*, pour apprendre aux responsables d'enfants et aux futures mères combien il est important de prendre soin des jeunes enfants. L'initiative encourage des pratiques simples et bon marché susceptibles de prévenir la propagation des maladies. Les recommandations portent notamment sur l'alimentation exclusivement au sein pendant les six premiers mois de la vie, l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide et le lavage des mains. Au mois de juillet, Warid, une compagnie privée de téléphone mobile, a rejoint le partenariat et lancé l'initiative *Téléphone qui sauve*, une ligne téléphonique que les mères de famille peuvent appeler gratuitement pour recevoir des conseils quand leurs enfants sont malades.

L'Asie du Sud a remporté une grande victoire pour les nourrissons et les mères en 2008 : le tétanos maternel et néonatal a été éliminé au Bangladesh et dans deux États indiens.

## Campagnes de vaccination

Les grandes campagnes de vaccination et de supplémentation en vitamine A destinées aux enfants sont toujours aussi économiques car elles sauvent des millions de vies et renforcent le potentiel humain. En 2008, l'UNICEF et ses partenaires ont mené à bien des activités de vaccination et de supplémentation dans 24 pays et ils ont organisé des Journées pour la santé de l'enfant dans 50 pays.

Les campagnes contre la rougeole, organisées avec l'appui de l'UNICEF, ont permis de vacciner 2,9 millions d'enfants au Niger et près de 35 millions au Pakistan. Le Liban, le pays qui affiche le nombre le plus élevé de cas confirmés de rougeole dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, a lancé une initiative de vaccination combinée contre la rougeole et la rubéole qui a permis de vacciner tous les enfants âgés de 9 mois à 14 ans. Avec le soutien de l'UNICEF et de l'Organisation mondiale de la Santé, l'Iraq a pu vacciner pratiquement toute sa population infantine contre la poliomyélite. En 2008, l'UNICEF a été accueilli au Polio Hall of Fame (sorte de Panthéon de la polio) en reconnaissance de son rôle en qualité de membre fondateur de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite.

## Nutrition

La flambée des prix alimentaires pourrait balayer des années de progrès dans le secteur de la nutrition. Quand elle se conjugue avec des catastrophes, comme la

sécheresse qui perdure dans la corne de l'Afrique, elle risque de se solder par des cas de malnutrition aiguë chez l'enfant, de carences en vitamines et en sels minéraux, voire par la mort.

En Éthiopie, l'UNICEF a acheté 4 830 tonnes d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi – Plumpy'nut – afin d'enrayer un désastre qui risquait de frapper massivement près de 200 000 enfants atteints de malnutrition aiguë. Au Malawi, une initiative lancée en collaboration par le Ministère de la santé, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé a permis de distribuer des suppléments en vitamine A à plus de 2 millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois et des médicaments vermifuges à plus de 1,6 million d'enfants âgés de 12 à 59 mois. Et le Viet Nam a organisé deux tournées de distribution de suppléments en vitamine A, ce qui a permis de traiter tous les enfants âgés de 6 à 39 mois plus tous les enfants âgés de 6 à 59 mois dans 18 provinces déshéritées du pays.

## Plaidoyer

Outre ses travaux sur le terrain, l'UNICEF utilise sa stature, ses rapports solidement étayés, ses campagnes de communication et ses réunions de haut niveau pour s'allier le soutien des dirigeants et leur demander d'investir dans la survie et le développement de l'enfant.

La position de chef de file de l'UNICEF dans le secteur de l'eau et de l'assainissement a été une fois encore démontrée pendant l'Année de l'assainissement décrétée par les Nations Unies, qui a mis en lumière les conditions de vie lamentables des 2,5 milliards de personnes qui n'ont pas accès à un assainissement adéquat. L'UNICEF coordonne le Groupe de travail sur l'assainissement d'ONU-Eau, et il a participé au lancement de la première Journée annuelle mondiale du lavage des mains, à laquelle ont participé plus de 200 millions d'enfants dans 82 pays.

L'UNICEF a publié *La Situation des enfants dans le monde 2008* parallèlement aux rapports régionaux consacrés à la survie de l'enfant, *Progrès pour les enfants*, consacré en 2008 à la mortalité maternelle, *Supplémentation en vitamine A : Une décennie de progrès et L'élimination durable de la carence en iode*. L'UNICEF et plusieurs de ses partenaires ont également publié *Compte à rebours d'ici à 2015 : Survie de la mère, du nouveau-né et de l'enfant* à l'occasion de la Conférence Compte à rebours 2008 organisée au mois d'avril au Cap, en Afrique du Sud.

Les efforts héroïques déployés sur le terrain, soutenus par des études axées sur les résultats, ont permis de conserver les acquis en matière de survie et développement de l'enfant malgré une pauvreté accablante, l'effondrement des économies et la hausse des prix.



© UNICEF/NYHQ2008-0045/Turnley

En Sierra Leone, près d'un bébé sur six meurt avant l'âge de 1 an et plus d'un bébé sur quatre n'atteint pas son cinquième anniversaire. Les décès maternels sont fréquents – environ 1 800 femmes meurent pendant l'accouchement pour 100 000 naissances vivantes. En comparaison, une jeune femme qui vit en Suède court 1 risque sur 17 400 pendant sa vie de mourir au cours de l'accouchement. Par contre, si elle vit en Sierra Leone, le risque est de 1 sur 8.

Cette situation dramatique a plusieurs causes. Dix ans de guerre civile ont mis le pays à genoux. Malgré le retour à la paix en 2002, il est encore très difficile de fournir des soins de qualité au lendemain du conflit, faute de services médicaux gratuits, d'interventions rentables à fort impact, et de moyens de transports fiables. Des pénuries chroniques de médicaments, d'équipements, d'approvisionnement et de professionnels de santé qualifiés ne font qu'exacerber une situation déjà dramatique. Quand le personnel qualifié est disponible, il est souvent démoralisé par la faiblesse des salaires et par le stress.

Le statut inférieur de la femme au sein des familles contribue au maintien de taux élevés de mortalité infantile et maternelle. Les mariages précoces sont la norme – près de 56 % des filles se marient avant l'âge de 18 ans et 27 % avant l'âge de 15 ans. L'excision est une vieille tradition. Les femmes n'ont souvent pas leur mot à dire dans les décisions familiales, y compris celles qui concernent leur propre santé et celle de leurs enfants.

Les prix des produits de base au niveau mondial mettent encore davantage en danger la survie de l'enfant et de la mère. La Sierra Leone est très vulnérable face à la crise alimentaire actuelle, avec des ménages qui consacrent 52 % de leurs revenus à la nourriture. La crise financière internationale frappe aussi durement ce pays pour deux raisons – sa dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure mais aussi le fait que de nombreuses familles dépendent de l'argent envoyé de l'étranger par des parents, en particulier des États-Unis et du Royaume-Uni.

La Sierra Leone relève cette myriade de défis en adoptant des mesures multisectorielles. Le gouvernement, avec

## DÉMÊLER L'ÉCHEVEAU DE LA MORTALITÉ INFANTILE

L'appui de l'UNICEF, du Fonds des Nations Unies pour la population, de l'Organisation mondiale de la Santé et du Programme alimentaire mondial, a lancé le Plan stratégique pour la santé procréative et infantile en février 2008. Ce plan poursuit plusieurs objectifs : renforcer la santé infantile et maternelle et les politiques en matière de nutrition, intégrer les services sanitaires et nutritionnels en faveur des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge d'avoir des enfants, et améliorer les valeurs, les attitudes, les comportements et les pratiques des soignants et des communautés en faveur de la survie de l'enfant et de la mère.

Pour soutenir ce plan, l'UNICEF et ses partenaires ont organisé des formations sur la survie intégrée de l'enfant à l'intention de 720 soignants dans six districts et de 1 200 agents de santé communautaire dans 10 districts. Par ailleurs, 355 membres du personnel soignant ont appris à traiter la malnutrition sévère et aiguë au niveau communautaire, et 67 centres ambulatoires d'alimentation thérapeutique ont ouvert leurs portes dans 13 districts. Les districts de l'ensemble du pays ont organisé une Semaine pour la santé intégrée de la mère et de l'enfant, au cours de laquelle on a mené diverses interventions : distribution de vitamine A, de médicaments vermifuges et de moustiquaires traitées à l'insecticide, administration de vaccins antitétaniques et diffusion de messages publicitaires sur les soins aux jeunes enfants. La toute première évaluation nationale des soins obstétricaux et néonataux d'urgence s'est achevée en décembre dernier.

L'UNICEF reste un partenaire solide qui soutient les efforts extraordinaires déployés par la Sierra Leone pour fournir des soins de santé globaux à la mère et à l'enfant de façon à ce que les femmes puissent se réjouir de leur grossesse au lieu de craindre la pire.





© UNICEF/NYHQ2008-0288/Markisz

**« C-H-A-N-G-E-M-E-N-T des priorités  
de l'aide, peut-on lire sur les  
tableaux noirs »**  
–Reuters AlertNet, 12 novembre 2008

## ÉDUCATION DE BASE ET ÉGALITÉ DES SEXES

L'éducation est souvent la première victime des revers économiques et avec elle disparaît la chance pour une famille de se libérer de la pauvreté. Les graines de l'innovation qui pourraient un jour éliminer les pénuries alimentaires et énergétiques ne peuvent germer quand les enfants sont privés d'école. Une évaluation interorganisations réalisée par les Nations Unies au Pakistan, par exemple, a révélé que la proportion de ménages souffrant profondément de l'insécurité alimentaire a augmenté pour atteindre 28 % pendant la crise alimentaire de 2008 et que, dans les ménages les plus pauvres, 70 % des dépenses étaient consacrées à la nourriture. L'étude a permis en outre d'établir que les familles faisaient face à la hausse subite des prix alimentaires en retirant leurs enfants de l'école pour les envoyer travailler. L'éducation des filles en particulier, a souvent été sacrifiée pour compenser la flambée des prix.

Paradoxalement, ce sont les pays dans lesquels l'investissement dans l'éducation est le plus nécessaire qui sabrent le budget de l'enseignement. Pour lutter contre cette tendance l'UNICEF soutient le deuxième et le troisième Objectif du Millénaire pour le développement – l'éducation primaire universelle et l'égalité des sexes – en invitant ses partenaires à se rallier à l'engagement en faveur d'un accès à l'école primaire sur un pied d'égalité et à l'achèvement universel du cycle d'enseignement primaire. Les progrès en faveur de la réalisation de ces objectifs ne se mesurent pas seulement en chiffres. Les succès se traduisent aussi en moyens d'action pour les filles et les jeunes femmes grâce à l'éducation, une éducation de qualité pour tous, une préparation à la scolarisation grâce aux activités d'éveil du jeune enfant, et la reprise de la scolarité pendant les situations d'urgence et les transitions qui suivent des situations d'urgence.

## Éducation primaire universelle

L'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI), coordonnée par l'UNICEF, s'est avérée être un outil efficace pour améliorer la scolarisation, la fréquentation scolaire, et l'achèvement du cycle primaire tant par les filles que par les garçons. Les travaux de cette initiative viennent compléter les autres partenariats en faveur de l'éducation, tels que l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous menée par la Banque mondiale, et le mouvement en faveur de l'Éducation pour tous, dirigé par l'UNESCO.

L'Initiative du Nigéria pour l'éducation des filles, qui a été lancée dans l'État de Bauchi en 2008, affiche déjà des résultats remarquables. Le taux brut de scolarisation des filles a atteint 82 %, réduisant ainsi l'écart entre les filles et les garçons de 23 % en 2005 à 15 % en 2008. L'initiative comprend les mesures suivantes : gratuité de la scolarité dans trois États nigériens; soutien scolaire, aide d'un mentor et conseils; petites subventions pour renforcer une approche de « l'école dans son intégralité »; ainsi que formation et application du concept des écoles « amies des enfants ».

## Éducation de qualité

Les familles démunies refuseront de se passer des fruits du travail de leurs enfants si elles ont l'impression que les écoles communautaires ne préparent pas bien les élèves pour l'avenir. Les jeunes qui s'ennuient dans des écoles qui ne leur donnent pas les outils nécessaires pour réussir dans la vie ne vont pas décider d'attendre d'avoir achevé leurs études pour assumer leurs responsabilités d'adultes. Les écoles ne doivent pas se contenter d'asseoir le plus grand nombre d'élèves possible derrière des pupitres, elles doivent répondre aux attentes des enfants, tenir compte de leurs besoins actuels et les préparer à leur vie d'adulte.

L'UNICEF a adopté le concept des écoles « amies des enfants », fournissant un appui technique sur les normes à respecter à des pays tels que la Chine, le Myanmar, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Rwanda. En outre, l'UNICEF a réalisé des études d'impact et de viabilité sur des initiatives relatives à l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène en milieu scolaire. En 2008, l'UNICEF a produit un manuel complet sur les écoles « amies des enfants » décrivant les divers moyens de fournir une éducation de qualité qui soit à la fois centrée sur l'enfant et captivante. Sa Majesté la Reine Rania de Jordanie, Éminent Défenseur des enfants pour l'UNICEF, a joué un rôle de premier plan en exhortant les pays à améliorer la qualité de leur éducation en créant des écoles « amies des enfants ».

## Situations d'urgence et périodes de transition

Lors des situations d'urgence, l'éducation peut soulager les traumatismes et contribuer à stimuler la reconstruction.

L'UNICEF et l'Alliance internationale Save the Children dirigent ensemble le groupe sectoriel de l'éducation dans les situations d'urgence du Comité permanent interorganisations.

En 2008, l'UNICEF a fourni à l'Équateur du matériel pédagogique d'urgence et un soutien technique pour permettre à 20 000 enfants de poursuivre leur scolarité malgré les graves inondations qui ont frappé le pays, et il a aidé plus de 100 000 enfants en Haïti après que les ouragans eurent endommagé ou détruit leurs écoles. Au Darfour, une région du Soudan déchirée par la guerre, l'UNICEF a livré du matériel pédagogique à plus de 168 000 enfants, dont 44 % étaient des filles. Après un cyclone dévastateur, avec l'aide de l'UNICEF, le Myanmar a pu rouvrir 2 300 écoles et 343 centres d'éveil du jeune enfant, ce qui a permis à 315 000 enfants de poursuivre leur scolarité sans trop de perturbations.

## Plaidoyer

Le plus difficile, pour atteindre les objectifs de l'éducation universelle et de l'égalité des sexes, est peut-être de faire évoluer les attitudes; faire battre en retraite des croyances ancestrales, c'est un peu le rocher de Sisyphe.

L'UNICEF est à la tête des activités de plaidoyer en faveur de l'éveil du jeune enfant; d'une éducation primaire gratuite, obligatoire et universelle; de l'égalité des sexes; et de l'intégration de l'éducation dans les interventions d'urgence essentielles. En 2008, une grande campagne de sensibilisation a été organisée au Bénin, par exemple, où la première dame a pris la tête de l'initiative « Toutes les filles à l'école », qui a eu pour résultat une augmentation de 20 % de la scolarisation des filles et de 18 % de celle des garçons, par rapport à 2007.

L'UNGEI a redoublé d'efforts pour que l'égalité des sexes et l'éducation des filles figurent en bonne place dans les engagements relatifs à l'éducation nationale en fournissant un soutien technique et en servant de source d'information centralisée et de données d'appui. Dans le cadre de l'initiative, des outils d'équité et d'intégration ont aussi été mis au point pour les situations d'urgence, une analyse ventilée par sexes a été réalisée pour le *Rapport mondial de suivi 2008* sur l'Éducation pour tous, et une cartographie de la scolarisation des filles a débuté en collaboration avec le Conseil de population.

La réalisation des promesses des Objectifs du Millénaire pour le développement dépend du niveau d'éducation de la population. Dans les rangs des millions d'enfants privés d'éducation se trouvent des sujets extrêmement brillants. Gaspiller leurs talents est trop cher payer – pour les enfants, leurs pays et le monde entier.





© UNICEF/NYHQ2008-0559/Naing

## DES ÉCOLES CAPABLES DE RÉSISTER AUX INTEMPÉRIES

Le 2 mai 2008, le cyclone Nargis s'est abattu sur le Myanmar, détruisant les bâtiments, inondant les villages et laissant plusieurs millions de personnes sans espoir. Lorsque les rafales ont cessé de souffler et que les eaux se sont retirées, le bilan était lourd : 84 537 morts, près de 800 000 personnes déplacées et plus de 4 000 écoles détruites.

La catastrophe du Myanmar est au nombre de celles qui, en 2008, ont provoqué la destruction d'écoles incapables de résister aux tempêtes et aux autres catastrophes naturelles. Dix jours seulement après le passage du cyclone Nargis, la Chine a été secouée par un séisme dévastateur qui a endommagé plus de 12 000 écoles et tué des milliers d'enfants. Au mois d'octobre, un autre séisme a frappé le Pakistan, laissant en ruines près de 300 écoles. Moins d'une semaine plus tard, en Haïti, 100 écoliers et leurs maîtres d'école ont trouvé la mort quand une école s'est effondrée sous les coups des ouragans et des tempêtes tropicales.

Chaque enfant a droit à une éducation et d'étudier dans un milieu scolaire adapté à ses besoins même après une catastrophe. Les écoles doivent être un refuge en période de crise, un espace où les enfants peuvent retrouver une vie à peu près normale et commencer à se remettre. Mais trop souvent, les écoles sont plus des pièges que des refuges parce que la construction est de mauvaise qualité et que les normes de sécurité n'ont pas été respectées. L'UNICEF, qui milite pour des écoles sûres, répondant aux besoins des enfants, refuse d'accepter que la construction des bâtiments scolaires soit bâclée, même dans la hâte de rouvrir les écoles au lendemain d'une situation d'urgence.

Confronté à la situation d'urgence qui a suivi le cyclone Nargis, l'UNICEF est intervenu immédiatement pour aider les survivants. Des écoles garantissant la sécurité de leurs occupants étaient en tête de ses priorités.

L'UNICEF, partisan de la méthode « reconstruire en mieux », s'est servi de la tragédie du Myanmar pour faire naître des décombres des écoles amies des enfants et offrant une éducation de meilleure qualité que par le passé. Pour s'assurer que l'année scolaire débiterait à la date prévue, quatre semaines après le cyclone, l'UNICEF a soutenu la construction d'espaces d'apprentissage temporaires sûrs, conçus avec l'appui de la communauté, fabriqués avec des matériaux locaux et capables de résister aux vents et aux secousses sismiques.

La décision tactique de renoncer aux solutions de fortune et d'inclure les populations locales dans la planification et la construction de structures respectueuses de leur culture et de leur identité a renforcé la cohésion sociale, garantissant ainsi l'engagement de la part des communautés de prendre soin de leurs écoles. Par ailleurs, l'apparence que devraient avoir les écoles n'a été dictée par aucune idée préconçue; au contraire, l'UNICEF s'est livré à une analyse approfondie des structures qui s'étaient effondrées et de celles qui avaient résisté au cyclone. Le résultat a été la conception d'écoles qui n'étaient pas seulement un lieu d'apprentissage mais aussi un centre de progrès social, d'interaction communautaire et un abri.

Le succès de cette intervention d'urgence a encouragé le Ministère de l'éducation du Myanmar à demander à l'UNICEF de construire neuf écoles modèles. Des écoles amies des enfants émergeront rapidement des ruines. Les espaces scolaires seront attrayants et accueillants : ils seront agrémentés de terrains de sport, de court pour jouer au chinlone, un jeu de balle traditionnel au Myanmar, de jardins et d'autres équipements qui donneront aux enfants les meilleures chances de s'instruire et de s'épanouir. Tout aussi important, les enfants seront en sécurité à l'école lorsque, inévitablement, la nature frappera à nouveau.



© UNICEF/NYHQ2008-0936/Noorani

# « L'enfance interrompue »

–The Hindu (Inde), 21 décembre 2008

## PROTECTION DE L'ENFANT

L'engagement pris dans la Déclaration du Millénaire de délivrer les enfants qui sont prisonniers des armées et des maisons closes, des catastrophes, des mariages forcés, des ateliers où la main-d'œuvre est exploitée et de la violence ne vient pas avec la notice « uniquement en période de prospérité ». La protection des enfants est encore plus urgente en période de troubles, quand ils courent un risque plus élevé d'être abandonnés, soumis à la traite, obligés de travailler ou, pour les filles, d'être vendues aux enchères comme jeunes mariées pour alléger le fardeau financier de leurs familles.

La détermination à protéger les enfants est compromise encore davantage lorsque les pays en développement voient diminuer les ressources qu'ils peuvent affecter aux services sociaux et à la protection sociale. En même temps, les pays industrialisés et les donateurs voient leurs portefeuilles se rétrécir, et nombre d'entre eux ont revu à la baisse leurs engagements financiers. Mais les catastrophes, naturelles

et autres, n'ont pas cessé pour autant et il faut déployer des efforts herculéens pour venir en aide aux populations victimes de violence, d'exploitation et de traumatismes.

L'UNICEF est le chef de file de la protection des enfants et des familles, préconisant la garantie d'un environnement protecteur en tout temps. En 2008, le Conseil d'administration de l'UNICEF a approuvé la Stratégie de protection de l'enfant, en vertu de laquelle l'organisation adopte une approche plus globale des changements sociaux et institutionnels en privilégiant la prévention. L'UNICEF et ses partenaires plaident en faveur de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant, de l'enregistrement des naissances, d'une réforme de la justice appliquée aux mineurs, de la prévention de la maltraitance et de l'exploitation des enfants, de la réinsertion et de la protection des enfants qui vivent dans la rue et de changements systémiques visant à protéger les enfants.



C'est pendant les crises que les enfants sont les plus vulnérables, lorsque le tissu social, déjà bien élimé, est étiré au maximum. L'UNICEF a dirigé ou appuyé plusieurs missions d'urgence en 2008. L'approche sectorielle, qui a débuté en 2005, est le mécanisme principal de coordination des opérations humanitaires. L'UNICEF est chef de groupe dans les secteurs de la nutrition, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, et il partage cette tâche avec l'Alliance internationale Save the Children dans le secteur de l'éducation pendant les situations d'urgence.

## Conflit

Trop souvent, les enfants et leurs familles sont victimes de l'incapacité des êtres humains de régler leurs différends de manière pacifique. En 2008, l'Afghanistan, l'Iraq, la République démocratique du Congo et le Territoire palestinien occupé – déjà écrasés par une pauvreté accablante – ont continué à subir la violence d'un conflit armé qui ne cesse pas. L'UNICEF a réuni les groupes sectoriels interorganisations de façon à ce qu'ils fournissent aux enfants et aux femmes de la nourriture, un logement, de l'eau salubre, des produits d'hygiène, des équipements sanitaires, une éducation d'urgence et un soutien psychosocial.

De nouveaux points chauds ont surgi en 2008. Au Kenya, des quartiers entiers se sont embrasés à la suite de l'élection nationale contestée de décembre 2007. Lorsque le calme est revenu à la fin du mois de février, on déplorait près de 1 500 morts et plus de 400 000 personnes déplacées. Pendant et immédiatement après ces batailles fratricides, l'UNICEF s'est rendu sur place pour fournir des articles de première nécessité.

La Géorgie a plongé dans le chaos lorsque le pays a explosé au mois d'août. Le conflit armé qui a opposé la Géorgie à la Fédération de Russie a obligé plus de 150 000 personnes à se déplacer. L'UNICEF a coordonné une intervention regroupant plusieurs institutions qui ont fourni divers services : abris, nourriture, soins médicaux, eau, hygiène, assainissement et évaluations psychosociales.

## Catastrophes naturelles

Des catastrophes naturelles ont bouleversé la vie de beaucoup d'enfants et de leurs familles en 2008. L'UNICEF est intervenu après les séismes en Chine et au Pakistan, les inondations en Équateur,

en Inde, au Mozambique, au Népal, en République démocratique populaire lao et en Zambie, les cyclones à Madagascar et au Myanmar, les épidémies de choléra en Guinée-Bissau et au Zimbabwe, les ouragans en Haïti et la sécheresse en Éthiopie.

En Chine, un séisme dévastateur a fait 88 000 victimes et bouleversé la vie de 120 millions de personnes. L'UNICEF, qui fut la première institution des Nations Unies à arriver sur place, a pris la tête de l'intervention de l'Équipe des Nations Unies pour la gestion des catastrophes après le tremblement de terre de Wenchuan, fournissant du matériel et un soutien psychosocial aux survivants.

En février, Madagascar a subi plusieurs cyclones dévastateurs, qui ont frappé deux personnes sur trois sur la côte est. Pour la première fois, des mesures de protection de l'enfant ont été spécifiquement incluses dans les interventions organisées pour faire face aux catastrophes naturelles à Madagascar. Ainsi l'UNICEF et ses partenaires ont pu améliorer la protection des enfants, qu'ils aient été ou non frappés par une catastrophe.

## Plaidoyer

En 2008, l'UNICEF s'est allié aux grandes campagnes de protection des enfants. Au nombre de ses interventions, il faut citer : travaux sur la justice appliquée aux mineurs au Soudan; promotion de la lutte contre la possession d'armes à feu en Jamaïque; parrainage de la campagne nationale Lève-toi et parles ! qui a pour but de lutter contre les mauvais traitements infligés aux enfants au Zimbabwe; lancement d'un grand rapport sur la traite d'enfants en Asie du Sud; et mise en lumière du sort des enfants Rom en Albanie à la suite d'une visite de la Directrice générale de l'UNICEF qui a été très bien suivie par les médias.

Au mois de novembre, le Gouvernement du Brésil, ECPAT International, le Groupe d'ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant et l'UNICEF ont parrainé le 3e Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents. Cette manifestation, qui s'est déroulée sur trois jours à Rio de Janeiro, a réuni 3 000 participants de 125 pays dans le but d'évaluer et de combattre la prévalence de la traite d'enfants, de la pornographie, de la prostitution, du viol et des mauvais traitements.



© UNICEF/NYHQ2007-0004/Kamber

## L'ENDROIT LE PLUS DANGEREUX DU MONDE

En 2008, la violence a explosé en Somalie avec une guerre civile d'une férocité jamais égalée depuis le début des années 1990. Rien qu'en 2008, 33 agents de l'aide humanitaires ont trouvé la mort et 26 autres ont été kidnappés. Parmi les victimes, on déplore huit membres du personnel de l'ONU et un consultant de longue date auprès de l'UNICEF.

La Somalie, l'un des pays les plus pauvres du monde, a aussi été frappée de plein fouet par la flambée mondiale des prix alimentaires. Une production vivrière inférieure à la moyenne, le prix élevé des carburants, une hyperinflation et un marché dévasté ont fait augmenter de 400 % les prix de certains aliments. Plus de 3,25 millions de personnes ont besoin d'une assistance, soit une augmentation de 77 % depuis janvier 2008. Selon les estimations, 180 000 enfants souffrent de malnutrition aiguë.

Malgré cette situation désastreuse, l'UNICEF et ses partenaires internationaux affichent des progrès exceptionnels concernant l'amélioration des conditions de vie des enfants en Somalie et la création d'un milieu protecteur solide.

En sa qualité de chef de file du groupe sectoriel de la nutrition, l'UNICEF coordonne les travaux novateurs de 40 partenaires permanents. À une époque où la malnutrition risque bien d'empirer, une « couverture alimentaire » a été introduite comme mesure de prévention, fournissant des aliments prêts à la consommation, de l'eau et des soins de santé de base à plus de 62 000 enfants vivant dans des camps pour personnes déplacées en 2008.

Pendant les Journées pour la santé de l'enfant, deux campagnes de vaccination contre la poliomyélite et de

supplémentation en vitamine A ont permis d'atteindre 1,45 million d'enfants de moins de 5 ans, et une distribution de médicaments vermifuges a permis d'atteindre 1 million d'enfants âgés de 2 à 5 ans – une couverture supérieure à 90 %. Par ailleurs, des groupes d'agents de santé déterminés ont fourni des soins de santé de base à 2 millions de personnes déplacées, frappées par un conflit ou vulnérables; ils ont fait reculer la prévalence du paludisme chez les utilisateurs de moustiquaires, qui est passée de 17 % à 6,9 %; ils ont aussi fait reculer les cas de rougeole chez les enfants de moins de 5 ans, de plus de 8 200 en 2003 à 416 en 2008, et ils ont accru le nombre de centres d'alimentation, qui est passé de 138 à 235. La Somalie est affranchie de la poliomyélite depuis mars 2007 – un exploit remarquable dans des circonstances extrêmement difficiles.

L'UNICEF a aussi investi dans le renforcement des compétences des adolescents de Somalie en matière de prise d'initiatives. Les initiatives destinées aux jeunes ont porté sur une formation à la prise de responsabilités pour 1 080 filles, un apprentissage des médias pour 2 500 adolescents, ainsi que des formations sur la recherche et l'élaboration de politiques pour 73 jeunes adultes. Les entreprises dirigées par des adolescents comprennent des centres médiatiques; KOOR, un magazine lu par 36 000 jeunes; et un site Internet, <[www.hellosomaliyouth.net](http://www.hellosomaliyouth.net)>, sur lequel ont été affichés plus de 800 articles rédigés par les futurs dirigeants de la Somalie.

Les dangers n'ont pas découragé les agents sanitaires. Ils savent qu'un enfant dont ils ont sauvé la vie aujourd'hui peut bien être un espoir de paix et de prospérité pour demain.





© UNICEF/BANA2008-00705/Noorani



# « VIH/SIDA : des progrès d'une lenteur accablante »

– BBC, 2 juin 2008

## Le VIH et le SIDA

Quand les économies s'effondrent et que les coûts s'envolent, les meilleures intentions croulent sous le poids des déficits.

La possibilité de voir les récentes victoires dans la bataille contre le SIDA réduites à néant n'a pas été écartée par tous ceux et celles qui combattaient la maladie en 2008. Ils ont averti la communauté internationale qu'un bilan catastrophique était à prévoir si les engagements financiers ne pouvaient être tenus en raison de la récession mondiale.

Lors de la 17<sup>e</sup> Conférence internationale sur le SIDA, tenue à Mexico au mois d'août, la Directrice générale de l'UNICEF a dirigé une séance intitulée « Tenir notre promesse : Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA », au cours de laquelle elle a expliqué que les succès du traitement et de la prévention se mesureront en nombre de vies sauvées. En octobre, Irish Aid et l'UNICEF ont parrainé le quatrième Forum mondial des partenaires sur les enfants touchés

par le VIH et le SIDA, qui s'est déroulé à Dublin, réunissant 200 délégués de 42 pays. Au cours de ce forum, on a demandé la mise en place d'un ensemble de services sociaux qui permettront de s'attaquer à la pauvreté chez les enfants et d'aider les familles dans les pays où le VIH et le SIDA font rage.

### Les mères et leurs enfants

L'UNICEF et ses partenaires ont insisté auprès des responsables pour que le test du VIH et les conseils soient inclus dans les services de suivi de la grossesse et de dépistage à l'accouchement, et pour que l'accès aux médicaments antirétroviraux soit élargi. De nombreux pays décident aujourd'hui de proposer systématiquement le test du VIH aux femmes enceintes – qui peuvent bien sûr refuser – au lieu d'attendre, comme c'était le cas, que les femmes enceintes demandent spécifiquement d'être testées.

En Afrique du Sud, l'UNICEF est le chef de file du traitement pédiatrique du SIDA et de la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME). En 2008, l'UNICEF a mené une grande campagne de sensibilisation à la télévision, à la radio et dans la presse écrite pour créer une demande de services liés au VIH et réduire l'opprobre lié à la recherche d'un traitement pour prévenir la transmission du VIH aux nourrissons. Par ailleurs, l'UNICEF a coopéré avec les parties prenantes à la révision des directives relatives à la PTME pour s'assurer que certaines précautions, comme le test du VIH, le traitement antirétroviral et le test de routine des nourrissons à l'âge de six semaines au moyen de l'échantillon de sang séché (DBS), avaient bien été incluses.

En République dominicaine, l'UNICEF s'est allié avec le Réseau dominicain de personnes vivant avec le VIH/SIDA afin de former des pairs capables d'appliquer les « techniques de secours ». Grâce à des visites à domicile à des femmes enceintes dont le test du VIH était positif mais qui n'étaient jamais venues chercher leurs résultats – 595 sur 1 370 femmes séropositives – ces conseillers ont réussi à aiguiller 521 d'entre elles à des services de prise en charge du VIH. Des services de conseils avant et après le test ont été fournis à 10 747 femmes enceintes.

## Adolescents et jeunes

En ce qui concerne le VIH et les jeunes, on note de bonnes nouvelles. Dans de nombreux pays, la prévalence du VIH a reculé dans la tranche d'âge des 15 à 24 ans, et dans certains cas, ce recul a été notable. Ce résultat positif est toutefois terni par le fait que les filles et les jeunes femmes sont toujours beaucoup plus vulnérables que les autres groupes de population à l'infection par le VIH en Afrique subsaharienne, surtout dans les pays où le taux de prévalence est supérieur à 15 %. Ce risque accru de contracter l'infection est la conséquence de l'inégalité des sexes, qui se manifeste par l'exposition des femmes à des partenaires multiples, aux rapports intergénérationnels et à la violence sexuelle.

L'UNICEF a joué un rôle important dans le recul des taux d'infection chez les 15 à 24 ans en coopérant avec les gouvernements pour créer des interventions centrales de prévention du VIH accordant une importance particulière aux adolescents les plus exposés, en les encourageant à accroître les informations et les services respectueux des différences entre les sexes.

La participation des jeunes sert de socle à des initiatives efficaces de prévention du VIH. Au Swaziland, par exemple, les jeunes ont ouvert la voie à une marche de 12 jours à travers le pays soutenue par l'UNICEF. Les marcheurs ont parcouru 200 kilomètres – d'une frontière à l'autre – pour sensibiliser les populations, s'arrêtant en route pour les informer, les divertir et faire évoluer les attitudes relatives au SIDA. Près de 7 000 personnes ont participé à cette campagne.

Au Népal, l'UNICEF a lancé le programme radiophonique « Saathi Sanga Manka Kura » (SSMK), ou « En bavardant avec nos meilleurs amis », qui a été produit par des jeunes, pour des jeunes. Ce programme atteint plus de 6,5 millions de personnes chaque semaine. De plus, avec l'appui de l'UNICEF, SSMK et l'organisation non gouvernementale Equal Access Népal ont organisé un match de football « amical et ouvert à tous » entre des personnalités et des joueurs séropositifs à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le SIDA. Cette manifestation a été retransmise en direct et a été l'occasion de prôner la tolérance et la compréhension face au VIH et au SIDA; toutes les recettes tirées de la vente des billets ont été affectées au soutien des enfants touchés par le VIH.

## Plaidoyer

La campagne mondiale de l'UNICEF *Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA* continue à être un outil de plaidoyer efficace pour dévoiler la « face cachée » du SIDA : les enfants. La campagne insiste sur les quatre Priorités : Prévenir la transmission de la mère à l'enfant; Procurer un traitement et des soins pédiatriques; Prévenir l'infection chez les adolescents et les jeunes; et Protéger et soutenir les enfants touchés par le SIDA.

En 2008, la campagne a fait progresser le programme de lutte contre le SIDA grâce à trois publications s'appuyant sur des données factuelles :

*Enfants et SIDA : Deuxième bilan de la situation,*  
*Enfants et SIDA : Troisième bilan de la situation et*  
*Enfants et SIDA : Fiches de pays.*

Que ce soit dans le cadre de son action directe sur le terrain ou de ses activités de sensibilisation sur la scène mondiale, l'UNICEF n'aura de cesse de lutter tant que l'objectif d'une prochaine génération libérée du SIDA ne sera pas devenu réalité.



© UNICEF/NYHQ2008-0876/LeMoyné

On l'oublie souvent mais, parmi toutes les tragédies auxquelles Haïti doit faire face – les taux les plus élevés de mortalité infantile et maternelle de l'hémisphère occidental, une instabilité politique chronique, une grande pauvreté et une forte vulnérabilité aux ouragans saisonniers – il y a aussi la pandémie accablante de VIH et de SIDA. Le taux de prévalence du VIH chez les adultes en Haïti est élevé. L'accès au traitement pour les adultes séropositifs est faible, avec 1 femme enceinte séropositive sur 5 recevant une thérapie antirétrovirale et 1 enfant seulement sur 10.

Haïti souffre depuis longtemps de troubles et d'un appauvrissement chroniques. La hausse des prix alimentaires a poussé la nation au bord du précipice en 2008, provoquant une flambée de violence dans les rues au mois d'avril. De terribles orages tropicaux ont dévasté le pays à la fin de l'été et au début de l'automne – maisons sous l'eau, écoles en ruines, un pays en état de siège.

Dans de telles conditions, la priorité était d'organiser des interventions susceptibles de sauver des vies. Tout en s'efforçant d'apporter des solutions à ces crises aiguës, l'UNICEF, l'un des chefs de file des opérations d'urgence, a également tenté d'enrayer la propagation du SIDA en continuant à soutenir vigoureusement la prévention de la transmission de la mère à l'enfant, le traitement des personnes infectées par le VIH, et les campagnes de prévention du SIDA destinées aux jeunes.

Dans les montagnes du Plateau Central d'Haïti, la région la plus pauvre du pays, les personnes infectées par le VIH se rendent à l'établissement de santé Zanmi Lasante, fondé dans les années 1980 par Partners in Health, une organisation non gouvernementale de Boston. Soutenu par l'UNICEF, Zanmi Lasante (« Partenaires de la santé » en créole), fournit des soins médicaux gratuits à la population nécessiteuse de la région. Il offre divers services gratuits, dont un traitement d'ensemble du SIDA, y compris la thérapie antirétrovirale. Des agents locaux ayant suivi une formation administrent les médicaments – souvent de porte

## COMBATTRE LES DANGERS SUR PLUSIEURS FRONTS

à porte – et offrent un soutien aux personnes vivant avec le VIH. Le modeste centre d'origine est devenu le Complexe socio-médical Zanmi Lasante, un hôpital offrant des soins complets, y compris un service d'hospitalisation traitant les enfants et les femmes infectées par le VIH.

Le traitement des personnes vivant avec le VIH et le SIDA va de pair avec les efforts de l'UNICEF visant à prévenir la maladie, surtout chez les jeunes. En Haïti, la majorité des personnes âgées de 15 à 24 ans ne possèdent pas de connaissances approfondies sur le VIH. Des études récentes ont également révélé que les jeunes de ce groupe d'âge affichent une augmentation de l'activité sexuelle avant l'âge de 15 ans. Cette combinaison est délétère.

L'UNICEF a soutenu activement les activités de sensibilisation au VIH et au SIDA, qui ont atteint 400 000 adolescents et jeunes adultes. Près de 5 000 adolescents ont fait le test du VIH en 2008, et 868 ont consulté des services de traitement du VIH et des maladies sexuellement transmissibles dans des centres soutenus par l'UNICEF. La collaboration qui s'est poursuivie avec le projet Lakay-Lakou a permis de fournir un toit, de la nourriture, des services médicaux et une éducation à plus de 375 enfants vivant dans les rues. En s'occupant de ces jeunes qui sont tellement exposés à la violence, aux mauvais traitements et aux transactions sexuelles commerciales, on améliore leurs capacités de se protéger contre le SIDA.

Haïti est toujours un pays prioritaire concernant l'aide humanitaire. L'UNICEF s'engage à faire en sorte que les objectifs critiques de traitement et de prévention du SIDA ne soient pas oubliés dans le long cheminement vers la stabilité et le calme.





© UNICEF/NYHQ2008-0668/Sato

**« La participation du public est importante pour la protection des droits de l'enfant »**  
– *Panorama.am (Arménie), 12 avril 2008*

## ACTIVITÉS DE PLAIDOYER ET PARTENARIATS

Derrière les glorieuses victoires en faveur des enfants, et derrière les échecs douloureux, se cache quelque chose de moins dramatique mais toutefois bien réel : les politiques, les partenariats et les budgets. En l'absence de données fiables, le succès d'une initiative audacieuse ou l'échec d'un plan sans faille risquent de ne jamais être vraiment compris. Sans négociations en amont à la source des politiques, le programme pilote local risque de ne jamais passer à grande échelle. Faute de détermination dans l'établissement de partenariats et de consensus, les idées novatrices auront de moins bonnes chances de se traduire en nobles entreprises en faveur des enfants.

A maints égards, le travail peu prestigieux de la recherche, de la compilation de chiffres, de la négociation et du plaidoyer est la pierre angulaire des progrès en matière de survie de l'enfant, d'éducation de base, d'égalité des sexes et de protection de l'enfant, ainsi que de

l'élimination des maladies qui déciment les communautés. L'UNICEF continue à influencer et à suivre les orientations sociales et économiques, les mesures législatives et les allocations budgétaires pour s'assurer que les pays s'acquittent de leurs engagements en matière de respect des droits de l'enfant et d'égalité des sexes conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC), à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et à d'autres accords internationaux.

### Information stratégique

L'UNICEF est l'un des chefs de file de la collecte, de l'analyse et de la diffusion de données, pour s'assurer que les hypothèses en matière de développement seront corroborées par des preuves incontestables.

En 2008, une cinquantaine de rapports ont été rédigés à partir d'Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS 3), l'instrument d'étude des ménages utilisé par l'UNICEF. Les gouvernements et les institutions de l'ONU utilisent les résultats de cette enquête comme base de comparaison lorsqu'ils définissent ou évaluent les progrès accomplis vers la réalisation de cibles internationales comme les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En plus de l'étude sur les ménages, l'UNICEF et le Département de l'ONU des affaires économiques et sociales ont lancé un projet visant à déterminer le nombre d'enfants migrants dans tous les pays et à donner un moyen de mettre périodiquement à jour ces données. Un module d'enquête statistique a été mis au point et testé en Albanie et en Équateur afin de mesurer les répercussions de la migration internationale sur les enfants que les parents laissent derrière eux quand l'un d'entre eux ou tous les deux migrent.

L'UNICEF analyse régulièrement des données pour ses deux publications phares, *La Situation des enfants dans le monde* et *Progrès pour les enfants*, et pour d'autres publications, notamment le *Rapport sur les Objectifs du Millénaire* du Secrétaire général de l'ONU.

Les données fiables sont diffusées grâce à des bases de données, comme DevInfo, la principale plateforme technique de suivi des OMD utilisée par les gouvernements, les institutions des Nations Unies, et d'autres organismes pour prendre des décisions éclairées en matière d'orientations et de budgétisation en faveur des enfants. IraqInfo, une nouvelle base de données facile à utiliser, fournit un large éventail d'informations mises à jour sur le développement social en Iraq. Par ailleurs, l'UNICEF a créé une base de données sur la mortalité infantile, qui décrit en détail comment on calcule les estimations annuelles en matière de mortalité infantile et des moins de 5 ans et présente les données générales qui se cachent derrière ces chiffres.

## Recherche et analyse des politiques

L'UNICEF reste l'institution de référence en ce qui concerne la recherche et l'analyse de la situation des enfants et des femmes.

En 2008, le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF a produit 12 publications, notamment le Bilan Innocenti 8, *La transition en cours dans la garde et l'éducation de l'enfant. Tableau de classement des services de garde et d'éducation des jeunes enfants dans les pays économiquement avancés*; un document d'orientation sur les changements climatiques et les enfants; et une publication sur le rôle de la réforme législative par rapport à la mise en œuvre de la CRC. En coopération avec le siège

de l'UNICEF, sept bureaux régionaux et une bonne quarantaine de bureaux de pays, le Centre a travaillé sur l'étude mondiale menée actuellement sur la pauvreté et les disparités chez les enfants, *Global Study on Child Poverty and Disparities*.

## Plaidoyer, dialogue, influence

En 2008, l'UNICEF a recentré ses travaux analytiques pour examiner les effets de la récession de l'économie et de la flambée des prix des articles de première nécessité sur les femmes et les enfants. Le plaidoyer et les partenariats n'ont jamais été aussi nécessaires pour s'assurer que la réduction de la pauvreté, les droits de l'enfant et l'égalité des sexes ne seront pas escamotés par les revendications bruyantes du système financier et du monde des affaires.

L'UNICEF utilise sa position de chef de file pour promouvoir la transparence budgétaire et renforcer la protection sociale. Des initiatives de protection sociale ont été menées dans 38 pays, contre 27 en 2007. Ces initiatives sont en cours dans toutes les régions, en particulier sur le continent africain. Au Kenya, par exemple, le Programme de transfert d'espèces pour les orphelins et les enfants vulnérables a été élargi, passant de 37 districts en 2007 à 47 en 2008, desservant ainsi 60 000 ménages, contre 12 500 l'année précédente.

## Participation

Les enfants et les jeunes ont manifesté leur présence à l'occasion du Sommet des jeunes, une manifestation organisée en marge du Sommet du G8 à Toyako (Japon), lors du quatrième Forum mondial des partenaires sur les enfants touchés par le VIH et le SIDA, organisé à Dublin (Irlande), de la conférence internationale marquant le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration d'Alma-Ata sur les soins de santé primaire organisée à Almaty (Kazakhstan) et lors du troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents organisé à Rio de Janeiro (Brésil).

En dehors de ces conférences de haut niveau, les enfants et les adolescents continuent à participer aux discussions et au dialogue publics dans le cadre de réunions régionales, nationales et des communautés locales et par l'intermédiaire de La Voix des jeunes, un site Internet de l'UNICEF dédié à la communication internationale. Un certain nombre de pays ont organisé des sondages d'opinion auprès des jeunes suivant ainsi la recommandation de l'UNICEF selon laquelle il convient de tenir compte de l'opinion des adolescents dans l'élaboration des politiques et des programmes. L'UNICEF aide de jeunes journalistes à améliorer leur écriture et leurs compétences journalistiques, ce qui renforcera leur influence sur les décideurs.





© UNICEF/NYHQ2008-1250/Pirozzi

## NE PLUS SE PRÉSENTER EN VICTIMES

On n'entend pas souvent les enfants et les adolescents dans les discussions sur des sujets qui les touchent pourtant directement. Dans les conférences, leur présence se manifeste souvent uniquement sous forme de statistiques ou d'anecdotes décrivant les dangers qui guettent ceux qui sont jeunes et vulnérables.

Lors du troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents, qui s'est déroulé à Rio de Janeiro (Brésil) en novembre dernier, près de 300 jeunes âgés de 12 à 18 ans étaient présents. Ils ne se présentaient pas en victimes, mais comme des survivants, des militants et des chefs de file. Cette conférence, comme la majorité des manifestations parrainées par l'UNICEF, a donné aux enfants une tribune qui leur a permis d'expliquer leurs préoccupations à la communauté internationale et de proposer des solutions à la myriade de problèmes dangereux auxquels ils sont confrontés.

Ce troisième Congrès mondial s'est démarqué des congrès précédents car il ne s'est plus cantonné à des débats sur l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. On a abordé d'autres formes de dégradation sexuelle comme les abus sexuels sur les enfants commis dans les familles, ou par des autorités religieuses, les casques bleus et par des groupes armés dans des zones en conflit. En plus de la prévention, les autres défis à relever concernent la possibilité de tirer les jeunes des griffes de leurs agresseurs et d'aider les survivants à se relever de leurs traumatismes.

Qui saura mieux que les adolescents ce qu'il faut faire en matière de prévention et de soins? Les jeunes, surtout les filles et les jeunes femmes, sont les premières victimes de l'exploitation et de la maltraitance sexuelles. Certes, les statistiques sur la violence contre les enfants sont souvent périmées et difficiles à confirmer puisque les mauvais traitements ne sont souvent pas déclarés, mais on dispose toutefois d'estimations. Selon les études, l'explosion des crimes sexuels contre des jeunes ne connaît pas de frontières.

De par le monde, près de 2 millions d'enfants sont prisonniers de l'industrie du sexe. Sur la planète entière, plus de 60 millions de filles, dont certaines n'ont pas plus de 10 ans, sont mariées avant l'âge de 18 ans. Environ

1,2 million d'enfants font l'objet d'un trafic chaque année – un chiffre qui n'a pas bougé depuis 2000. La pornographie impliquant des enfants est en progression, souvent avec des images téléchargées sur des ordinateurs, et les pédophiles rôdent dans les forums de discussion des jeunes sur Internet. Près de 40 % des jeunes Allemands interrogés dans le cadre d'une étude organisée par l'Université de Cologne ont affirmé être confrontés en ligne à un contenu sexuel contre leur volonté. Pour les adolescentes, le taux était de 50 %. Le taux de prévalence du VIH chez les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans en Afrique subsaharienne est trois fois plus élevé que celui des garçons du même âge, phénomène qu'on attribue à la maltraitance sexuelle dont les filles sont victimes.

Le troisième Congrès mondial a réuni près de 3 000 personnes venues d'horizons très différents : gouvernements, organisations intergouvernementales et non gouvernementales, groupes de protection des droits de l'homme, institutions religieuses et secteur privé de 125 pays. La participation des jeunes a fortement augmenté puisqu'elle n'était que de 17 personnes au premier Congrès et d'une centaine au deuxième Congrès. Les adolescents ont participé aux discussions et aux tables rondes, ils ont ajouté des recommandations aux documents thématiques et ils ont réfléchi à la manière dont leur participation se poursuivrait après la conférence aux niveaux national, régional et mondial. Ils ont laissé leur marque sur le Pacte de Rio de Janeiro, le document adopté à l'issue de la conférence, qui place plus haut la barre à atteindre en matière de prévention, d'interdiction et de poursuites judiciaires en cas d'exploitation sexuelle des jeunes, de libération des victimes et de soutien aux survivants.

La participation des enfants et des adolescents est la carte maîtresse de l'UNICEF, faisant mentir le vieil adage selon lequel les enfants doivent être seulement vus et pas entendus. Lors du troisième Congrès mondial, les enfants ont justifié toute la confiance que l'UNICEF avait placée en eux.





© UNICEF/NYHQ2008-0465/Holtz

# « UNICEF : Des stratégies pour sauver des vies d'enfants »

– Scoop (Nouvelle-Zélande), 25 janvier 2008

## LES AMIS DE L'UNICEF

Les Comités nationaux, diverses célébrités et les partenaires commerciaux de l'UNICEF ont poursuivi leur action visant à mettre les enfants des pays en développement sur le devant de la scène. Leur travail revêt une importance particulière à une époque où les coûts augmentent et où les économies ralentissent brutalement.

### Priorité aux enfants

Les Comités nationaux pour l'UNICEF – des organisations non gouvernementales indépendantes – réunissent des fonds pour l'UNICEF et contribuent à accroître la visibilité du Fonds partout dans le monde. Chaque Comité national a son propre conseil d'administration et un vérificateur des comptes externe qui prépare les rapports annuels sur la manière dont les fonds ont été réunis et utilisés. Environ un tiers des recettes annuelles de l'UNICEF provient des efforts collectifs de ses 36 Comités nationaux.

Le Comité français pour l'UNICEF a affecté 1 million de dollars spécifiquement à la protection des enfants vulnérables et de leurs familles au lendemain du violent séisme qui a frappé la

province de Balochistan au sud-ouest du Pakistan en octobre dernier. Ajoutés aux autres contributions réunies pour faire face à cette situation d'urgence, le montant total des fonds a atteint près de 6 millions de dollars.

Le Comité japonais pour l'UNICEF a reçu un don de 1 million de dollars de feu Kihachiro Onitsuka, fondateur de l'ASICS Corporation, une entreprise multinationale d'équipements sportifs. M. Onitsuka a versé cette contribution en l'honneur du double vainqueur du marathon aux Jeux olympiques, l'Éthiopien Abebe Bikila, aujourd'hui disparu. M. Onitsuka avait demandé que cet argent soit affecté au Programme de nutrition communautaire de la région du Tigray et des Nations, des Nationalités et des Peuples du Sud en Éthiopie.

En 2008, le Fonds des États-Unis pour l'UNICEF a célébré la Journée mondiale de l'eau en lançant son deuxième projet annuel « Tap Project » (projet eau du robinet), une initiative de collecte de fonds au cours de laquelle les restaurants encouragent les clients à faire don de 1 dollar pour chaque verre d'eau du robinet qu'ils servent. Depuis le lancement du projet en 2007, la participation est passée de 300 restaurants



à New York à plus de 2 300 restaurants sur tout le territoire des États-Unis. Ainsi, le Tap Project a réuni près de 1 million de dollars qui ont servi à financer des programmes d'approvisionnement en eau salubre à Belize, en Côte d'Ivoire, au Guatemala, en Iraq, en République démocratique populaire lao et au Nicaragua.

Le Comité néerlandais a mis l'UNICEF sous les feux des projecteurs lors du Marathon ING d'Amsterdam, dont le nom et le logo ont été modifiés à l'occasion de la course d'octobre dernier pour devenir « Marathon ING d'Amsterdam pour l'UNICEF ». Il a été demandé aux participants de porter des lacets spéciaux bleus aux couleurs de l'UNICEF en solidarité avec les millions d'enfants non scolarisés de par le monde. La manifestation a permis de réunir 90 000 euros pour soutenir un projet d'éducation dans un village éthiopien d'accès difficile.

## Panache et magnanimité

Les Ambassadeurs itinérants font partie intégrante de l'UNICEF depuis 1954, lorsque Danny Kaye est devenu la première vedette à être nommée ambassadeur des enfants. Personnalité vers laquelle convergent tous les regards, un Ambassadeur itinérant est capable de mettre en lumière avec une acuité particulière les besoins des enfants.

En avril 2008, Myung-Whun Chung, chef d'orchestre de renommée mondiale et directeur de l'Orchestre philharmonique de Radio-France, a rejoint la famille des ambassadeurs itinérants de l'UNICEF. Ardent défenseur de la jeunesse, il se servira de sa musique et de sa gloire pour faire progresser les droits des enfants.

Au mois d'août, les Ambassadeurs itinérants Lang Lang et Jackie Chan ont participé à la réception « Champions pour les enfants » organisée à Beijing par l'UNICEF. Cette réception, qui a coïncidé avec les Jeux olympiques de 2008, a permis de réunir des fonds pour les survivants du séisme qui a frappé la province chinoise du Sichuan et pour les enfants touchés par le VIH et le SIDA. Lang Lang a également créé une fondation internationale pour stimuler l'amour des enfants pour la musique. Des jeunes âgés de 6 à 12 ans pourront obtenir des bourses pour étudier dans les meilleures écoles de musique du monde.

Mia Farrow a poursuivi inlassablement ses activités pour l'UNICEF, se rendant de la République centrafricaine, en République démocratique du Congo puis en Haïti en 2008. Face aux situations d'urgence qui ont sévi dans ces pays, elle s'est servie de sa renommée internationale pour obtenir un soutien aux soins de santé, à l'éducation et à la paix.

Angélique Kidjo a continué à promouvoir l'éducation des filles lors de son voyage en Sierra Leone au mois de septembre – juste pour le début de l'année scolaire. Elle a rendu visite à un projet d'éducation soutenu par l'UNICEF

et à un Club de mères de famille. La célèbre chanteuse a pris la parole devant les membres du forum *Ce que les filles nous disent*, un programme destiné aux jeunes filles qui ont abandonné l'école pour diverses raisons, telles que la pauvreté, un mariage précoce, les mauvais traitements et l'exploitation, et elle les a encouragées à ne pas quitter l'école afin de « changer le visage de l'Afrique ».

David Beckham s'est aussi rendu en Sierra Leone en 2008, où ses efforts ont porté sur la survie de l'enfant. Il a visité une clinique de vaccination des enfants contre la poliomyélite. Il s'est rendu ensuite dans un petit village à l'occasion d'une distribution de moustiquaires traitées à l'insecticide et dans un centre d'alimentation thérapeutique où l'on distribue du lait enrichi et des biscuits protéinés aux enfants. Cet Ambassadeur itinérant a pris le temps de donner des ballons de foot portant son autographe aux nombreux enfants tout heureux de rencontrer ce héros du football.

Outre ses Ambassadeurs itinérants, l'UNICEF dispose de représentants spéciaux. Ishmael Beah, ancien enfant soldat, écrivain et Défenseur pour l'UNICEF des enfants affectés par la guerre, s'est rendu en Jamaïque pour persuader les jeunes de tourner le dos à la violence. Au mois de novembre, il a été l'un des six anciens enfants soldats et militants à créer le Réseau des jeunes affectés par la guerre, qui a pour but de permettre aux innombrables enfants dont la vie a déraillé à cause d'un conflit armé de parler de leur expérience.

Sa Majesté la Reine Rania de Jordanie, Éminent défenseur des enfants pour l'UNICEF, a continué à militer vigoureusement pour les droits des jeunes. En 2008, elle a concentré ses initiatives sur l'éducation et l'égalité des sexes partout dans le monde; et à l'occasion de la Journée mondiale de prévention des abus envers les enfants, au mois de novembre, elle est intervenue avec force contre toutes les formes d'exploitation.

## Responsabilité sociale

L'UNICEF coopère depuis longtemps avec le secteur privé. Malgré les difficultés économiques auxquelles elles sont confrontées, de nombreuses entreprises se sont acquittées de leurs responsabilités envers les enfants. En 2008, plus de 600 entreprises privées et fondations ont prouvé leur attachement à la cause de l'UNICEF en offrant de leur temps et des fonds et en partageant leurs produits, leurs connaissances, leur expertise et leurs réseaux stratégiques.

Les partenaires du secteur privé de l'UNICEF sont, notamment, Barclays, BD (Becton, Dickinson), British Telecom, Fútbol Club Barcelona, Gucci, H&M, ING, Montblanc, Procter and Gamble, Starwood Hotels & Resorts et Volvic.

IKEA est devenu l'entreprise partenaire la plus importante de l'UNICEF, avec des investissements atteignant 75 millions de dollars depuis 2001 et 38 millions de dollars rien qu'en 2008. L'UNICEF et l'Initiative sociale d'IKEA, créée en 2005, ont permis d'apporter des améliorations tangibles et des changements à long terme pour des millions d'enfants et de femmes en Afrique, Asie, Europe centrale et orientale et dans la Communauté d'États indépendants.

Dans le cadre de sa campagne « One by One Campaign for Children » (un enfant après l'autre), Amway Europe a versé une contribution de 1,2 million d'euros pour financer 12 projets de l'UNICEF en 2008. Ces initiatives soutiennent la survie et le développement du jeune enfant, l'éducation de base et l'égalité des sexes. Depuis 2001, Amway Europe et son réseau de chefs d'entreprises indépendants ont versé une contribution de près de 5 millions de dollars grâce à la promotion de produits, la vente de cartes de vœux pour des occasions particulières, la vente au détail et aux dons des employés.

Le partenariat Change for Good®, (votre monnaie pour les enfants) établi en 1987 entre l'UNICEF et un certain nombre de lignes aériennes internationales, a permis de réunir près de 88 millions de dollars pour soutenir des programmes de l'UNICEF. Rien qu'en 2008, cette alliance a versé près de 8 millions de dollars à l'UNICEF. Le personnel des lignes aériennes récupère les pièces de monnaie et les petites coupures dont les passagers n'ont plus besoin. Cet argent sert à financer du matériel et des services qui contribuent à sauver des vies d'enfants parmi les plus défavorisés. British Airways en particulier a atteint le seuil des 25 millions de livres sterling.

En 2008, les principaux partenaires du secteur privé de l'UNICEF ont consenti des investissements sérieux à long terme, malgré les problèmes économiques. Cet appui plus vigoureux a permis à l'UNICEF de fournir aux enfants de la planète des services de base tels que soins de santé, nutrition, protection sociale, eau salubre et éducation.

## COMITÉS NATIONAUX POUR L'UNICEF

Comité allemand pour l'UNICEF  
Comité national d'Andorre pour l'UNICEF  
Comité australien pour l'UNICEF  
Comité autrichien pour l'UNICEF  
Comité belge pour l'UNICEF  
Comité canadien pour l'UNICEF  
Comité coréen pour l'UNICEF  
Comité danois pour l'UNICEF  
Comité espagnol pour l'UNICEF  
Comité national estonien pour l'UNICEF  
Comité finlandais pour l'UNICEF  
Comité français pour l'UNICEF  
Comité national hellénique pour l'UNICEF (Grèce)  
Comité de Hong Kong pour l'UNICEF  
Comité national hongrois pour l'UNICEF  
Comité national irlandais pour l'UNICEF  
Comité national islandais pour l'UNICEF  
Comité israélien pour l'UNICEF  
Comité italien pour l'UNICEF  
Comité japonais pour l'UNICEF  
Comité national lithuanien pour l'UNICEF  
Comité luxembourgeois pour l'UNICEF  
Comité néerlandais pour l'UNICEF  
Comité néo-zélandais pour l'UNICEF  
Comité norvégien pour l'UNICEF  
Comité polonais pour l'UNICEF  
Comité portugais pour l'UNICEF  
Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF  
Comité national de Saint-Marin pour l'UNICEF  
Comité slovaque pour l'UNICEF  
Comité slovène pour l'UNICEF  
Comité suédois pour l'UNICEF  
Comité suisse pour l'UNICEF  
Comité tchèque pour l'UNICEF  
Comité national turc pour l'UNICEF  
Fonds des États-Unis pour l'UNICEF

## AMBASSADEURS ITINÉRANTS INTERNATIONAUX EN 2008

Lord Richard Attenborough (Royaume-Uni)  
Amitabh Bachchan (Inde)  
David Beckham (Royaume-Uni)  
Harry Belafonte (États-Unis)  
Berliner Philharmoniker (Allemagne)  
Jackie Chan (Hong Kong, Chine)  
Judy Collins (États-Unis)  
Myung-Whun Chung (Corée)  
Mia Farrow (États-Unis)  
Roger Federer (Suisse)  
Danny Glover (États-Unis)  
Whoopi Goldberg (États-Unis)  
Angélique Kidjo (Bénin)  
Johann Olav Koss (Norvège)  
Tetsuko Kuroyanagi (Japon)  
Femi Kuti (Nigéria)  
Leon Lai (Hong Kong, Chine)  
Lang Lang (Chine)  
Jessica Lange (États-Unis)  
Ricky Martin (Porto Rico, États-Unis d'Amérique)  
Shakira Mebarak (Colombie)  
Sir Roger Moore (Royaume-Uni)  
Nana Mouskouri (Grèce)  
Youssou N'Dour (Sénégal)  
Vanessa Redgrave (Royaume-Uni)  
Sebastião Salgado (Brésil)  
Susan Sarandon (États-Unis)  
Vendela Thommessen (Norvège)  
Maxim Vengerov (Fédération de Russie)





© UNICEF/NYHQ2008-0720/Volpe



**« Logiciel pour périodes  
difficiles : l'aide humanitaire  
sans crayons ni papier »**  
– *Boston Globe*, 4 août 2008

## DANS LES COULISSES

L'UNICEF, une organisation célèbre pour ses interventions en faveur des enfants, repose sur des systèmes quasiment invisibles et sur le dévouement de ses employés. L'UNICEF doit son efficacité et son excellence à des technologies de l'information de pointe, des chaînes d'approvisionnement bien huilées, une gestion financière et administrative saine, ainsi qu'un recrutement et un placement du personnel qui favorisent l'efficacité.

### Ressources humaines

En 2008, l'une des grandes priorités de l'UNICEF a été une fois encore le recrutement et le maintien d'un personnel exceptionnel. L'UNICEF cherche tous azimuts un personnel du plus haut niveau en élargissant ses campagnes d'emploi externe. On peut citer en exemple l'Initiative de promotion de nouveaux talents qui avait pour but d'identifier et de former du personnel extérieur à l'organisation dans le but de répondre aux futurs besoins de recrutement. Le programme d'administrateurs auxiliaires, parrainé par les gouvernements pour permettre à leurs ressortissants d'acquérir de l'expérience dans le secteur du développement international sous la tutelle des fonctionnaires de l'UNICEF, est un autre moyen de constituer un réservoir de talents.

S'il est essentiel d'accueillir de nouveaux fonctionnaires, il est aussi important de retenir la main d'œuvre actuelle et d'améliorer ses compétences. Une Initiative de perfectionnement des cadres a été mise en place dans toutes les régions pour les professionnels de niveau moyen. En outre, 2008 a vu l'ouverture des portes du Centre d'évaluation et de renforcement de la gestion pour les cadres de haut niveau avec 32 participants. L'apprentissage stratégique proposé aux employés a porté sur la réforme de l'éducation, les politiques de santé et leur financement, ainsi que sur la protection sociale et les politiques budgétaires.

Les situations d'urgence exigent souvent le redéploiement du personnel, le recrutement de consultants et la création d'un système de forces et de moyens en attente avec les partenaires de l'UNICEF. En 2008, 268 membres du personnel ont été déployés dans 40 pays contre 150 dans 56 pays en 2007.

Le bien-être de son personnel revêt une importance primordiale pour l'organisation : 128 membres du personnel et leurs dépendants ont bénéficié de services, y compris de conseils individuels fournis à 105 personnes à la suite de 66 « incidents

critiques ». Un soutien d'urgence a été organisé dans 19 bureaux. Des ateliers pour renforcer les compétences lors des interventions d'urgence ont été organisés en Afrique de l'Est et australe, et en Amérique latine et dans les Caraïbes, tandis qu'une formation sur le soutien aux pairs a été menée en Europe centrale et orientale et dans la Communauté d'États indépendants, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi qu'au siège de l'UNICEF.

## Technologies de l'information

Des systèmes informatisés, des logiciels et des réseaux de création et de distribution des données permettent d'harmoniser les travaux de l'UNICEF au siège et sur le terrain. La division des technologies de l'information (TI) a soutenu les projets en cours et la mise en place de nouveaux projets en 2008, notamment dans le cadre de l'Unité de la gestion des connaissances et de l'information, créé en 2008 pour renforcer les capacités de l'UNICEF. Les TI ont amélioré la gestion de l'information et des connaissances grâce à la mise en place d'une nouvelle génération d'applications pour les systèmes de messagerie et de courriel, et à l'établissement d'une feuille de route globale concernant le système de gestion des contenus appelés à gérer les connaissances de l'Organisation, garantissant une infrastructure de diffusion de l'information qui soit à la fois techniquement solide, résistante et appropriée.

L'UNICEF a introduit *In Practice*, une nouvelle base de données sur son Intranet, regroupant les idées novatrices, les leçons apprises et les bonnes pratiques réunies dans le cadre des expériences des bureaux de pays. Ce site, ouvert à la discussion, propose des informations à jour et donne accès au bulletin *In Practice Newsletter*.

Pour s'assurer que les initiatives en matière de technologies de l'information répondent aux priorités de l'UNICEF, l'organisation a créé un Conseil de contrôle des TI. Cet organe de gouvernance, qui est composé de membres du personnel de terrain et du siège, examine tous les projets de l'UNICEF relatifs aux TI.

En tant que membre à part entière du cadre des Nations Unies « Unis dans l'action », l'UNICEF travaille vigoureusement à l'élimination des goulets d'étranglement interorganisations en matière de technologies de l'information et de la communication. Au Mozambique, par exemple, un réseau commun à l'ensemble des institutions de l'ONU a été conçu et entrera en vigueur dès l'ouverture de la nouvelle « Maison des Nations Unies ». L'UNICEF a aussi participé à un accord à long terme regroupant plusieurs institutions pour l'octroi de services de télécommunication par réseaux satellites dans le but de limiter les coûts et d'améliorer les prestations.

Au cours de 2008, l'UNICEF a amélioré l'accès à distance pour tous les utilisateurs et mis au point des trousse de télécommunications standardisées à utiliser lors des situations d'urgence. Les capacités en matière de TI sont à la disposition de l'ensemble de l'organisation, apportant notamment un soutien dans les secteurs des ressources humaines, des approvisionnements, aux bureaux extérieurs et au siège.

## Approvisionnement

L'UNICEF joue toujours un rôle de premier plan dans l'achat et la livraison de fournitures. En 2008, l'organisation a acheté des marchandises pour un montant de 1,46 milliard de dollars. Une gestion plus efficace de l'information et un pré-positionnement des marchandises grâce à l'ouverture d'un nouveau centre à Shanghai permet à l'UNICEF de réagir plus rapidement et de manière plus prévisible.

L'UNICEF a livré 2,6 milliards de doses de vaccins à 80 pays. L'organisation a aussi fourni 508 millions de seringues autobloquantes. Pour soutenir l'éradication de la poliomyélite, l'UNICEF s'est chargé de livrer plus de 2 milliards de doses de vaccin oral contre la poliomyélite. Dans quatre pays – Afghanistan, Inde, Nigéria et Pakistan –, la transmission du poliovirus sauvage se poursuit.

Dans le cadre du soutien à l'Initiative mondiale Faire reculer le paludisme, l'UNICEF a acheté et distribué près de 4 millions de trousse de tests à diagnostic rapide et plus de 19 millions de moustiquaires traitées à l'insecticide dans 48 pays. Par ailleurs, l'organisation a obtenu et livré 31 millions de traitements de thérapie combinée à base d'artémisinine.

Pour atténuer les effets de la dénutrition, l'UNICEF a fourni plus de 800 millions de capsules de vitamine A, une augmentation de près de 31 % par rapport à 2007, en plus de 250 millions de comprimés vermifuges et plus de 10 000 tonnes métriques d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi.

L'achat par l'UNICEF d'articles pour le traitement du VIH et du SIDA a coûté 68,7 millions de dollars en 2008. La thérapie antirétrovirale a représenté 81 % de ce montant, suivie par les trousse de tests de diagnostic rapide du VIH, 16 %, et par les tests de dépistage des maladies sexuellement transmissibles, 3 %. Près de 95 % des fournitures antirétrovirales visaient à prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant.

En 2008, l'UNICEF a soutenu 78 pays dans le cadre d'interventions d'urgence. La Division de l'approvisionnement a envoyé des membres de son personnel pour apporter de l'aide lors des crises qui ont sévi en Chine, en République démocratique du Congo, en Géorgie et au Yémen.

La demande d'approvisionnements et de livraisons a augmenté en 2008. Par le biais de ses partenariats solides, l'UNICEF a contribué à façonner les marchés des fournitures essentielles, garantissant ainsi un accès plus facile, une meilleure qualité et les prix moins élevés. Les chaînes d'approvisionnement établies au sein des pays ont aussi permis de livrer plus facilement aux communautés des articles de première nécessité.

## Finances\*

L'UNICEF continue à protéger les ressources qui lui sont confiées pour s'acquitter de sa mission : promouvoir les droits des enfants à la survie, au développement et à la protection. La bonne réputation financière de l'UNICEF repose sur son sérieux, son efficacité et sa transparence. Les recettes et les dépenses sont contrôlées de près pour s'assurer que les ressources sont utilisées judicieusement et soutiennent des programmes aux résultats mesurables.

## Recettes

L'UNICEF est entièrement financé par des contributions volontaires. Ses recettes sont divisées en ressources « ordinaires » et « autres » ressources. Les ressources ordinaires ne font l'objet d'aucune restriction et elles servent à financer les programmes de pays, l'appui aux programmes et les activités de gestion et d'administration approuvées par le Conseil d'administration de l'UNICEF. Les autres ressources sont sujettes à des restrictions et sont affectées à des activités spécifiques approuvées par le Conseil, dans le cadre des programmes de pays. Ces ressources se subdivisent en contributions « ordinaires » et contributions affectées aux « opérations d'urgence ».

Le montant total des recettes de l'UNICEF a augmenté de 13 %, passant de 3 013 millions de dollars en 2007 à 3 390 millions de dollars en 2008, soit 299 millions de plus que le montant anticipé dans le plan financier de 2008. Ces chiffres s'expliquent par une augmentation des contributions aux autres ressources, tant ordinaires qu'au titre des opérations d'urgence.

Les contributions au titre des ressources ordinaires ont diminué de 2 %, à 1 085 millions de dollars, à savoir 51 millions ou 5 % de moins que ce qui avait été prévu dans le plan financier. Les ressources ordinaires auxquelles contribuent les gouvernements ont augmenté de manière notable – de 78 millions de dollars – mais l'augmentation a été annulée par une réduction de 31 millions de dollars des ressources ordinaires auxquelles contribue le secteur privé et une réduction de 68 millions de dollars des ressources d'autres provenances. Les contributions aux autres ressources ont augmenté de 21 % pour atteindre 2 305 millions de dollars, un montant supérieur de 350 millions de dollars, ou 18 %, au plan anticipé.

En 2008, les ressources ordinaires ont représenté 32 % du montant total des recettes de l'UNICEF, en baisse par rapport aux 37 % affichés en 2007. En 2008, les autres recettes se sont élevées à 108 millions de dollars, dont la majorité provient des recettes tirées des intérêts créditeurs. Malgré la crise qui a frappé les marchés financiers de la planète, l'UNICEF a été en mesure de protéger son portefeuille de placements et de produire un bon rapport.

En tout, 107 gouvernements ont contribué aux ressources de l'UNICEF en 2008. La contribution du secteur public, y compris des gouvernements, des organisations intergouvernementales et des mécanismes interinstitutions, s'est élevée à 2 295 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 17 % par rapport à l'année précédente. Sur ce total 616 millions de dollars ont été affectés aux ressources ordinaires, 1 057 millions de dollars aux autres ressources (ordinaires) et 622 millions aux autres ressources (opérations d'urgence).

Les États-Unis, pays qui arrive en tête des donateurs gouvernementaux, ont versé une contribution de 301 millions de dollars. La plus forte contribution d'une organisation intergouvernementale, celle de la Commission européenne, y compris son Office d'aide humanitaire, s'est élevée à 152 millions de dollars. Les Comités nationaux ont recueilli la majeure partie des contributions thématiques du secteur privé.

Les partenariats privés/publics ont apporté un soutien financier précieux aux programmes aidés par l'UNICEF, tout en contribuant aux stratégies mises en place face aux problèmes de l'enfance et en démultipliant les effets des fonds affectés aux enfants du monde entier. La Fondation des Nations Unis a versé une contribution de 51,2 millions de dollars, les autres montants étant de 50,6 millions pour la Fondation Bill et Melinda Gates, 41,4 millions pour le Rotary International, 14,3 millions pour l'Initiative canadienne pour les micronutriments, et 7,3 millions pour le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme.

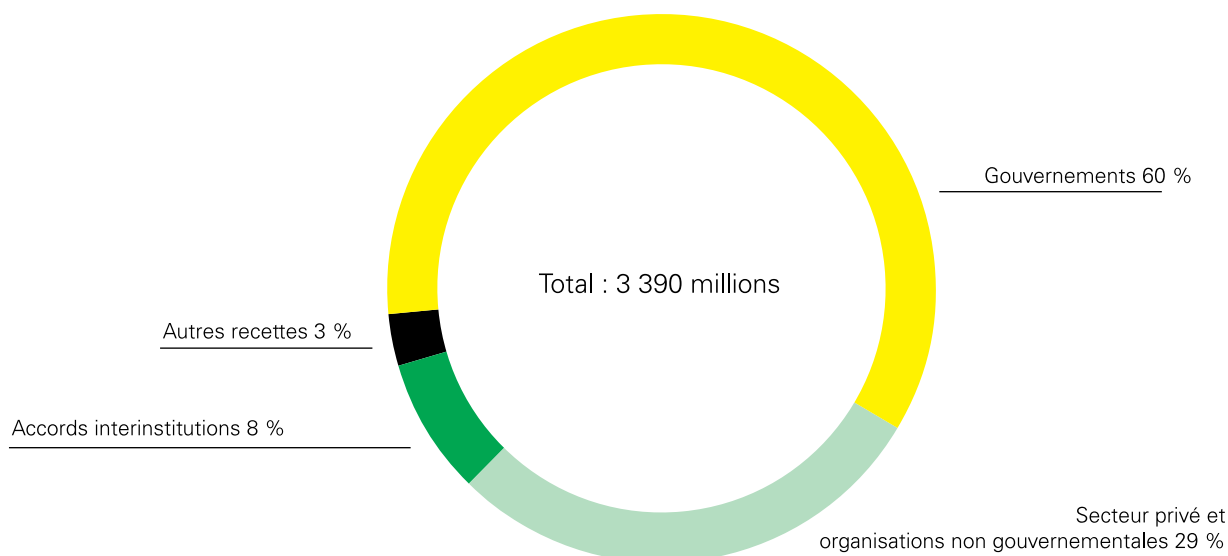
Les contributions thématiques qui financent les domaines d'intervention cités dans le Plan stratégique à moyen terme (PSMT) sur lequel s'appuie l'UNICEF pour aider les gouvernements à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, ont diminué de 3 %, passant de 209 millions de dollars en 2007 à 203 millions. Sur les cinq domaines d'intervention cités dans PSMT, l'éducation et l'égalité des sexes sont ceux qui ont reçu le pourcentage le plus élevé de contributions thématiques. Le secteur privé a versé 68 % du montant total des fonds thématiques. Les Comités nationaux ont fourni 86 % des fonds thématiques affectés à la survie et au développement du jeune enfant et 88 % des fonds thématiques affectés au secteur « Le VIH/SIDA et les enfants ».

\* Le total des chiffres dans certains tableaux et graphiques peut avoir été arrondi.



## MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2008

(en millions de dollars des États-Unis)



## LES 20 DONATEURS GOUVERNEMENTAUX ET INTERGOUVERNEMENTAUX ENTÊTE DE LISTE

(en milliers de dollars des États-Unis)

		Ressources ordinaires	Autres ressources		Total
			ordinaires	opérations d'urgence	
1	États-Unis	127 955	97 784	75 663	301 402
2	Royaume-Uni	37 961	132 092	42 767	212 820
3	Norvège	73 544	100 996	22 345	196 885
4	Pays-Bas	53 362	100 432	42 394	196 187
5	Suède	71 896	58 777	39 064	169 736
6	Japon	15 706	75 097	62 472	153 275
7	Commission européenne	–	102 406	50 005	152 411
8	Canada	17 664	88 848	20 532	127 044
9	Espagne	23 316	64 062	14 456	101 834
10	Danemark	37 579	18 224	24 612	80 414
11	Australie	21 793	39 667	18 860	80 320
12	Italie	17 699	6 785	17 485	41 968
13	Irlande	25 113	1 397	7 252	33 762
14	Finlande	22 693	3 588	4 583	30 864
15	France	18 488	1 870	1 100	21 457
16	Suisse	16 878	3 593	419	20 889
17	Allemagne	8 254	8 100	–	16 354
18	Émirats arabes unis	100	10 838	3 000	13 938
19	Luxembourg	3 933	5 789	593	10 315
20	Côte d'Ivoire*		10 200		10 200

\* Contribution reçue de la Banque africaine de développement grâce à un accord avec le Gouvernement de la Côte d'Ivoire.

## CONTRIBUTIONS THÉMATIQUES 2006–2008

(en millions de dollars des États-Unis)

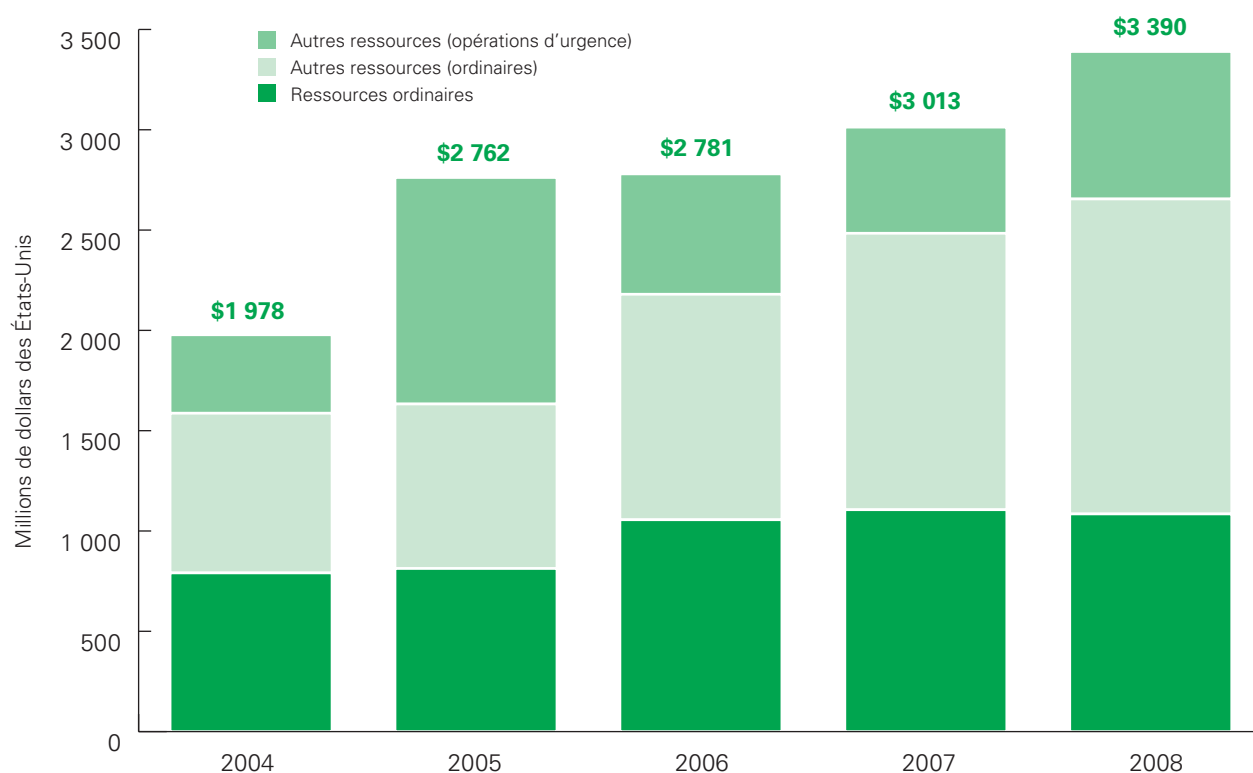
	2006	2007	2008
Survie et développement du jeune enfant <sup>1</sup>	14,7	13,1	18,8
Éducation de base et égalité des sexes <sup>2</sup>	97,9	120,7	121,6
Protection de l'enfant	25,7	38,8	36,0
Le VIH/SIDA et les enfants	16,7	19,0	10,4
Promotion des politiques et partenariats en faveur des droits des enfants <sup>3</sup>	6,9	17,7	16,1
Aide humanitaire	144,3	84,4	140,1

<sup>1</sup> Dans le cycle précédent du Plan stratégique à moyen terme (PSMT) « Vaccination élargie »

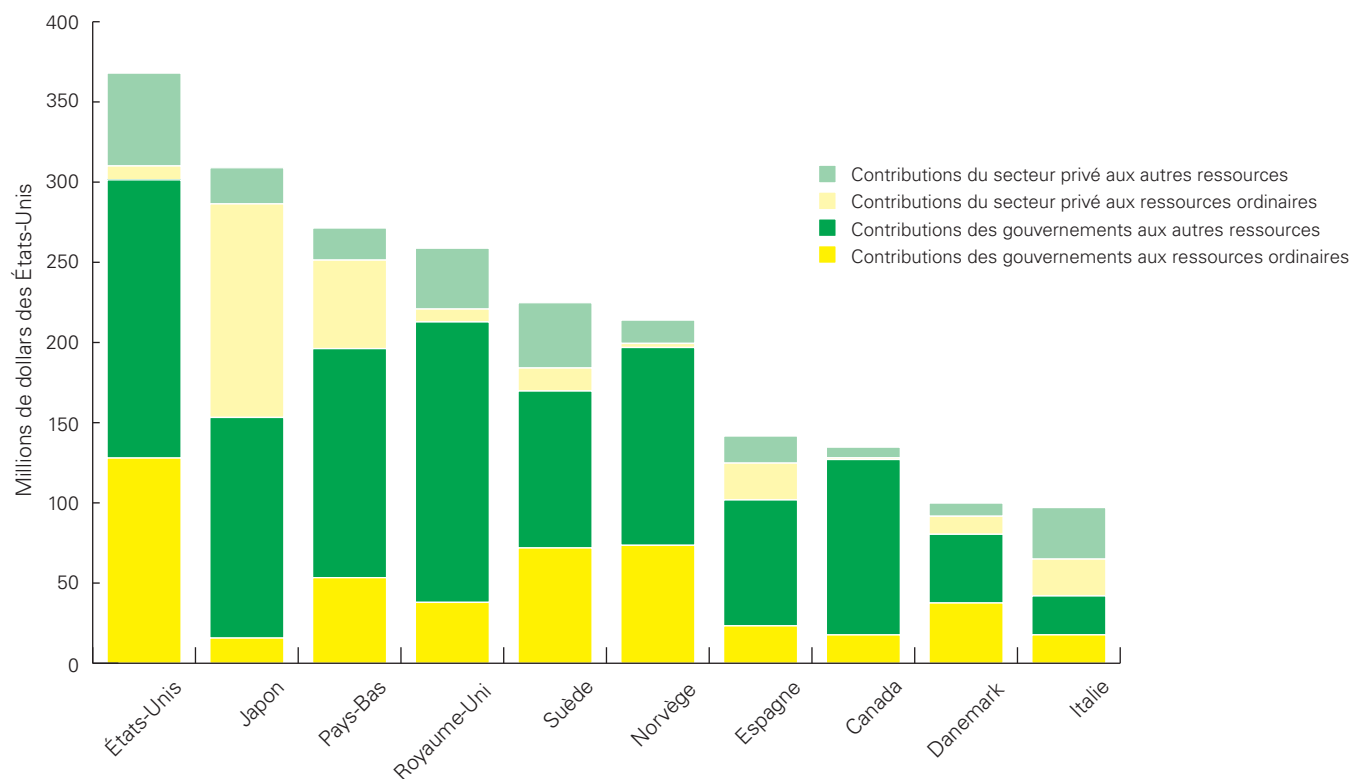
<sup>2</sup> Dans le cycle précédent du PSMT « Éducation des filles »

<sup>3</sup> Ne figurait pas dans le cycle précédent du PSMT

## CONTRIBUTIONS À L'UNICEF, 2004–2008



## LES 10 PAYS EN TÊTE DE LISTE PAR DONATEUR ET TYPE DE FINANCEMENT\*



\* Inclut les contributions des gouvernements et des Comités nationaux pour l'UNICEF; n'inclut ni les contributions des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ni celles versées au titre d'accords interinstitutions.

## LES 20 COMITÉS NATIONAUX DONATEURS EN TÊTE DE LISTE

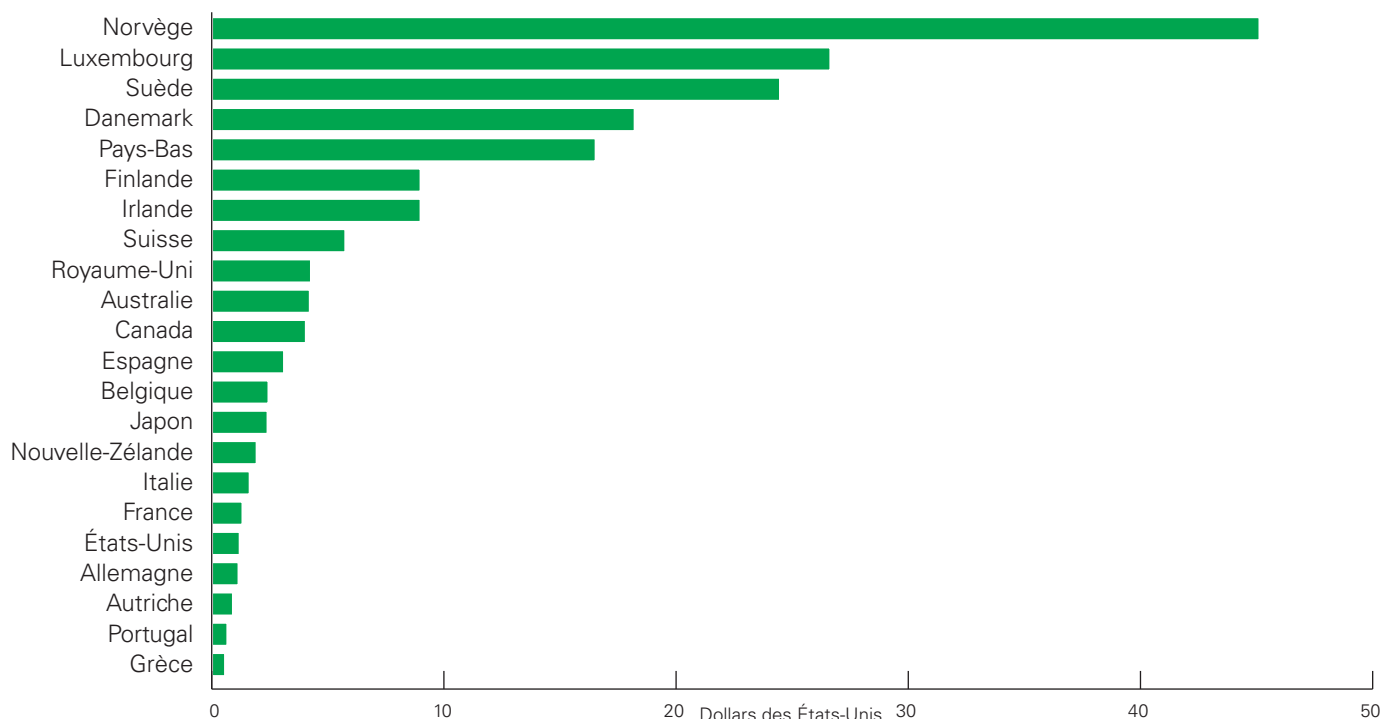
(en milliers de dollars des États-Unis)

			Autres ressources		Total
			Ressources ordinaires	ordinaires opérations d'urgence	
1	Japon	133 145	10 153	12 398	155 696
2	Allemagne	40 054	31 774	7 720	79 548
3	Pays-Bas	55 183	14 689	5 331	75 202
4	États-Unis	8 674	42 042	15 849	66 565
5	France	38 035	15 059	7 877	60 972
6	Italie	22 970	24 367	7 798	55 135
7	Suède	14 368	37 590	3 122	55 080
8	Royaume-Uni	8 042	28 982	8 945	45 969
9	Espagne	22 956	12 542	4 359	39 857
10	Hong Kong, Chine	6 565	4 278	18 602	29 446
11	Suisse	4 136	18 388	374	22 898
12	Danemark	11 249	6 008	2 212	19 468
13	République de Corée	11 694	4 004	2 000	17 698
14	Norvège	2 542	13 891	639	17 072
15	Finlande	12 581	3 618	701	16 900
16	Belgique	7 856	6 789	1 157	15 802
17	Australie	2 992	4 685	1 039	8 716
18	Canada	1 049	3 989	2 663	7 700
19	Portugal	5 065	1 782	–	6 848
20	Grèce	4 910	1 008	–	5 918



## CONTRIBUTIONS PAR HABITANT À L'UNICEF, 2008\*

Pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE)



\* Inclut les contributions des gouvernements et des Comités nationaux pour l'UNICEF. Calculs fondés sur les chiffres de population (2007) de l'OCDE/CAD.

## Dépenses

Le Conseil d'administration approuve l'affectation de ressources ordinaires aux pays avec lesquels l'UNICEF travaille en fonction de trois critères : taux de mortalité des moins de 5 ans, produit national brut par habitant et le nombre absolu d'enfants dans le pays.

Le montant total des dépenses a augmenté de 11 %, passant de 2 782 millions de dollars en 2007 à 3 081 millions de dollars en 2008. Les dépenses au titre de l'assistance aux programmes sont passées de 2 517 millions de dollars en 2007 à 2 808 millions en 2008, soit une progression de 12 %. Les dépenses combinées au titre de l'appui aux programmes à 167 millions de

dollars, ainsi qu'au titre de la gestion et de l'administration à 74 millions de dollars, y compris les coûts sécuritaires à hauteur de 10 millions de dollars partagés au niveau central, se sont élevés à 251 millions de dollars, soit une augmentation de 1 million de dollars seulement ou de 0,4 % par rapport à 2007, ce qui est très inférieur au niveau projeté.

Sur les cinq domaines d'intervention du PSMT, la survie et le développement du jeune enfant est celui qui a reçu l'assistance au programme la plus élevée en 2008. L'Afrique subsaharienne est la région géographique qui a reçu le pourcentage d'assistance le plus élevé.

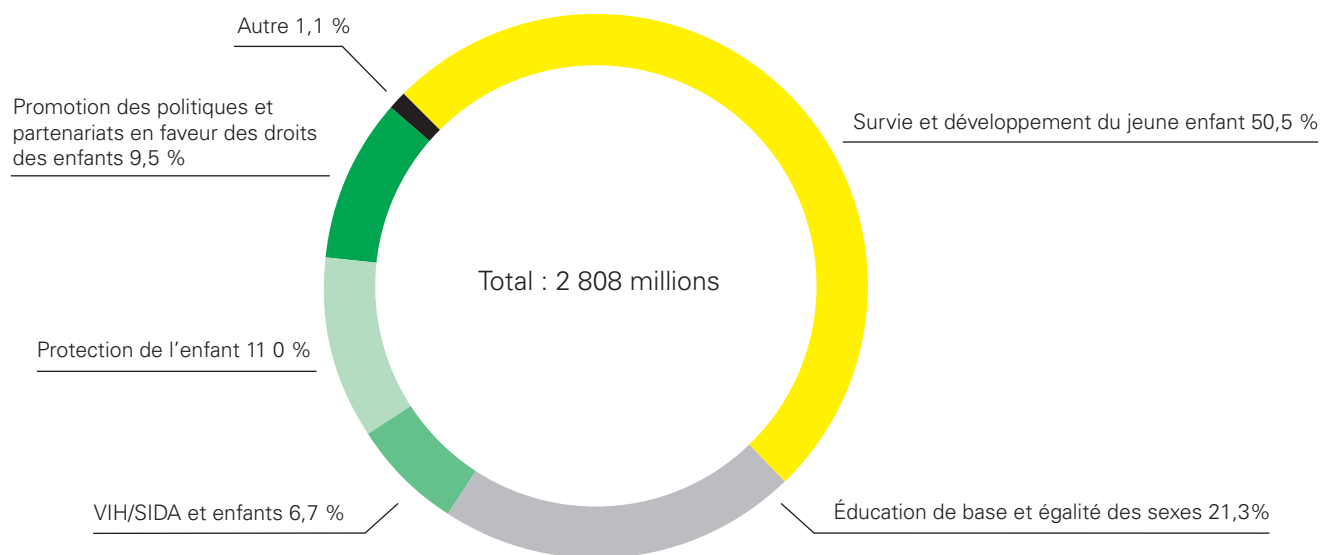
## MONTANT TOTAL DES DÉPENSES, 2008

(en millions de dollars des États-Unis)

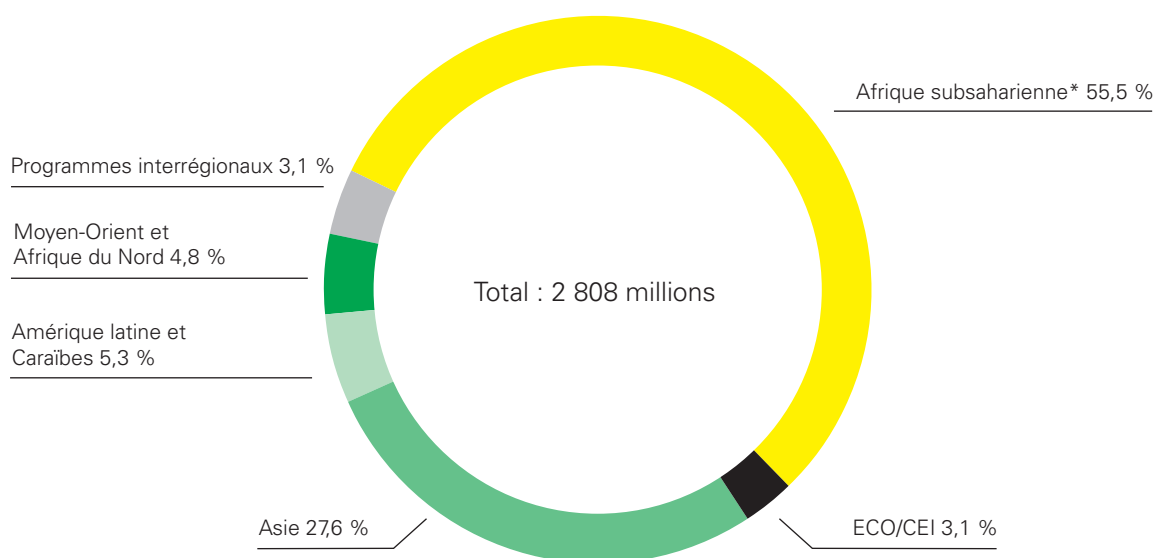
	Ressources ordinaires	Autres ressources (ordinaires)	Autres ressources (opérations d'urgence)	2008 Total	2007 Total
Assistance aux programmes	746	1 316	746	2 808	2 517
Appui aux programmes	167	0	0	167	156
Montant total au titre de la coopération aux programmes	913	1 316	746	2 975	2 673
Gestion et administration	84	0	0	84	94
Montant total des dépenses (à l'exception des sommes passées par pertes et profits et des ajustements effectués antérieurement)	997	1 316	746	3 059	2 767
Sommes passées par pertes et profits	4	15	3	22	15
Montant total des dépenses	1 001	1 331	749	3 081	2 782

Note : le montant total n'inclut pas les transferts au titre du budget d'appui représentant les impôts sur le revenu payés par l'UNICEF au nom des ressortissants d'un gouvernement qui contribue aux ressources ordinaires de l'UNICEF.

## ASSISTANCE AUX PROGRAMMES DE L'UNICEF PAR DOMAINE D'INTERVENTION DU PSMT, 2008



## ASSISTANCE AUX PROGRAMMES DE L'UNICEF PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE, 2008



\*L'aide aux programmes pour Djibouti et le Soudan est incluse dans l'Afrique subsaharienne

**ALLIANCES INTERNATIONALES ET AVEC LE MONDE DES AFFAIRES  
CONTRIBUTION ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 100 000 DOLLARS EN 2008**

Alliances mondiales		Chine	France	Japon
Amway Europe		FAW-VWW Audi Sales Division	Rythm	Honda Motor Co., Ltd.
Deutsche Post World Net		New World China Land Limited	SC Johnson / Baygon	ITO HAM FOODS INC.
Fútbol Club Barcelona		Porche (China) Motors Limited	Temps L	JAPAN POST BANK Co., Ltd.
Gucci		VW China Investment Co., Ltd. (Audi Beijing Office)	Total	KANAGAWA CONSUMERS' CO-OPERATIVE SOCIETY
H&M, Hennes&Mauritz AB			Verbaudet	Kyoto Consumers Co-Operative
IKEA			Volvic	MITSUBOSHI BELTING LTD
ING		Colombie	Golfe, Bureau de la zone du	Miyagi Consumers Co-Operative Society
M-A-C AIDS Fund		BBVA	Grèce	OJI NEPIA CO., LTD.
Montblanc International GmbH		Ecopetrol	Ireland	Osaka Izumi Cooperative Society
Procter and Gamble		Fundación John Ramirez Concha		RING BELL.co., ltd
Stora Enso		Fundación Saldarriaga Concha		Saitama Co-Operative Society
Unilever		Home Center		SAKAE INDUSTRY Co., Ltd.
Check Out for Children™ (Starwood Hotels & Resorts : Europe, Afrique,Moyen-Orient, Asie-Pacifique et Chine populaire)		Croatie		Skylark Co., Ltd.
Change for Good®		Danemark		Sugarlady Inc.
Aer Lingus		Brøndby IF A/S		SUMITOMO MITSUI BANKING CORPORATION
Alitalia		Coop Danmark A/S		SUMITOMO MITSUI CARD CO., LTD.
American Airlines		Équateur		TAKE ACTION! 2008 COMMITTEE
ANA		Banco de Guayaquil		Luxembourg
Asiana		Diners Club del Ecuador		Mexique
British Airways		Égypte		
Cathay Pacific		Coca Cola		Nigéria
Finnair		Mobinil		Norvège
JAL		Espagne		Pays-Bas
Qantas Airways		Arbora-Ausonia		
		Banesto	Indonésie	
		Caja Madrid		
		Correos		
		Eroski		
		Fundación Caja Navarra		
		Fundación La Caixa		
		Renfe		
		RTVE		
		Unide		
		États-Unis		
		American Express		
		AMI Brands, LLC/Volvic		
		BD (Becton, Dickinson and Co.)		
		First Data Foundation		
		GE Foundation		
		Johnson & Johnson		
		Kimberly-Clark Corporation		
		Merck & Co., Inc.		
		Merrill Lynch & Co. Foundation, Inc.		
		Microsoft Corp.		
		Motorola Foundation		
		NVIDIA Foundation/ Silicon Valley Community Foundation		
		Pfizer Inc.		
		Pier 1 Imports, Inc.		
		PriceWaterhouseCoopers LLP		
		Richemont North America, Inc./Cartier		
		The UPS Foundation		
		Turner Broadcasting System, Inc.		
		Walsh/Valdes Productions		
		Fédération de Russie		
		Finlande		
		Finnair Oyj		
		Nokia Oyj		
		France		
		Caisses d'Epargne		
		Carrefour		
		Century 21		
		Clairefontaine		
		Crédit Lyonnais		
		France Loisirs		
		Groupe Chèque Déjeuner		
		Mediaprism		



PROGRAMMES DE PAYS FINANÇÉS PAR LES RESSOURCES ORDINAIRES

Les programmes de coopération de l’UNICEF avec les pays sont approuvés par le Conseil d’administration pour des périodes pluriannuelles et sont financés par les ressources ordinaires à hauteur des montants indiqués ci-dessous. L’UNICEF élargit ces programmes notamment pendant les crises humanitaires en utilisant des fonds assortis de restrictions appelés « autres ressources ». (Tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis).

Afghanistan** 2006–2009	30,168,900	Égypte 2007–2011	13,195,000	Libéria 2008–2012	18,850,000	République démocratique populaire lao 2007–2011	8,935,000
Afrique du Sud 2007–2010	3,988,000	El Salvador 2007–2011	3,480,000	Madagascar 2008–2011	34,892,000	République dominicaine 2007–2011	3,505,000
Albanie 2006–2010	3,375,000	Équateur** 2009–2009	690,300	Malaisie 2008–2010	1,500,000	République populaire démocratique de Corée* 2007–2009	4,828,927
Algérie 2007–2011	5,410,000	Érythrée 2007–2011	8,925,000	Malawi 2008–2011	30,144,000	République-Unie de Tanzanie* 2007–2010	51,506,000
Angola** 2009–2013	34,500,000	Éthiopie* 2007–2011	120,159,000	Maldives 2008–2010	2,202,000	Roumanie* 2005–2009	3,397,000
Argentine 2005–2009	3,000,000	Ex-République yougoslave de Macédoine 2005–2009	3,060,000	Mali 2008–2012	59,840,000	Rwanda 2008–2012	39,375,000
Arménie* 2005–2009	3,511,000	Fédération de Russie 2006–2010	4,805,000	Maroc 2007–2011	6,700,000	Sao Tomé-et-Principe 2007–2011	3,300,000
Azerbaïdjan* 2005–2009	5,282,000	Gabon 2007–2011	3,075,000	Mauritanie** 2009–2010	3,247,000	Sénégal 2007–2011	15,825,000
Bangladesh* 2006–2010	69,783,784	Gambie 2007–2011	4,870,000	Mexique 2008–2012	3,140,000	Serbie-et-Monténégro** 2005–2009	2,688,000
Bélarus 2006–2010	3,260,000	Géorgie 2006–2010	3,370,000	Mongolie 2007–2011	4,535,000	Sierra Leone 2008–2010	19,473,000
Belize 2007–2011	3,060,000	Ghana* 2006–2010	23,880,906	Mozambique* 2007–2011	37,922,000	Somalie 2008–2009	16,930,000
Bénin** 2009–2013	23,107,500	Guatemala** 2009–2009	801,900	Myanmar* 2006–2010	52,383,246	Soudan** 2009–2012	30,427,000
Bhoutan 2008–2012	4,830,000	Guinée équatoriale 2008–2012	3,680,000	Namibie 2006–2010	3,335,000	Sri Lanka 2008–2012	4,000,000
Bolivie 2008–2012	6,470,000	Guinée* 2007–2011	18,067,000	Népal 2008–2010	20,214,000	Swaziland 2006–2010	3,755,000
Bosnie-Herzégovine** 2009–2009	750,000	Guinée-Bissau 2008–2012	8,225,000	Nicaragua 2008–2012	4,160,000	Tadjikistan* 2005–2009	10,856,000
Botswana 2008–2009	1,260,000	Guyana 2006–2010	3,345,000	Niger** 2008–2013	84,672,000	Tchad* 2007–2010	30,611,202
Brésil 2007–2011	4,620,000	Haïti** 2009–2011	8,164,800	Nigéria** 2009–2012	152,960,400	Territoire palestinien occupé <sup>2</sup> 2008–2009	8,000,000
Bulgarie* 2006–2009	2,614,000	Honduras 2007–2011	4,495,000	Ouganda* 2006–2010	64,311,653	Thaïlande 2007–2011	5,000,000
Burkina Faso* 2006–2010	43,519,710	Îles Caraïbes orientales¹ 2008–2011	12,800,000	Ouzbékistan* 2005–2009	12,906,425	Timor-Leste** 2009–2013	5,063,000
Burundi** 2009–2009	7,807,500	Îles du Pacifique³ 2008–2012	27,500,000	Pakistan** 2009–2010	28,683,000	Togo 2008–2012	16,050,000
Cambodge* 2006–2010	24,683,000	Inde 2008–2012	162,900,000	Panama 2007–2011	2,000,000	Tunisie 2007–2011	3,320,000
Cameroun 2008–2012	17,660,000	Indonésie 2006–2010	26,500,000	Papouasie-Nouvelle- Guinée 2008–2012	7,150,000	Turkménistan* 2005–2009	4,802,683
Cap-Vert 2006–2010	3,300,000	Iran (République islamique d’)* 2005–2009	8,030,014	Paraguay 2007–2011	3,730,000	Turquie 2006–2010	5,045,000
Chili* 2005–2009	1,949,966	Iraq 2007–2010	8,436,000	Pérou 2006–2010	4,500,000	Ukraine 2006–2010	4,775,000
Chine 2006–2010	61,035,000	Jamaïque 2007–2011	3,165,000	Philippines* 2005–2009	13,246,000	Uruguay* 2005–2009	2,500,000
Colombie 2008–2012	4,450,000	Jordanie 2008–2012	3,335,000	République arabe syrienne 2007–2011	4,605,000	Venezuela (République bolivarienne du)** 2009–2013	2,700,000
Comores 2008–2012	3,715,000	Kazakhstan* 2005–2009	5,057,000	République centrafricaine 2007–2011	11,565,000	Viet Nam 2006–2010	20,000,000
Congo** 2009–2013	5,634,000	Kenya** 2009–2013	41,269,500	République de Moldova 2007–2011	3,595,000	Yémen 2007–2011	24,035,000
Costa Rica 2008–2012	3,000,000	Kirghizistan 2005–2010	5,562,000	République de Monténégro 2007–2009	1,803,000	Zambie* 2007–2010	24,002,000
Côte d’Ivoire** 2009–2013	31,140,000	Lesotho 2008–2012	5,170,000	République démocratique du Congo 2008–2012	190,290,000	Zimbabwe 2007–2011	11,115,000
Cuba 2008–2012	3,160,000	Liban** 2009–2009	600,000				
Djibouti 2008–2012	3,950,000						

L’UNICEF a coopéré avec 155 pays régions et territoires en 2008 : 44 en Afrique subsaharienne (Bureau régional pour l’Afrique de l’Est et l’Afrique australe – ESARO – et Bureau régional pour l’Afrique de l’Ouest et l’Afrique centrale – WCARO); 35 en Amérique latine et dans les Caraïbes (Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes – TACRO); 35 en Asie (Bureau régional pour l’Asie orientale et le Pacifique – EAPRO – et Bureau régional de l’Asie du Sud – ROSA); 20 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Bureau régional pour le Moyen-Orient et l’Afrique du Nord – MENARO); et 21 en Europe centrale et orientale/Communauté d’États indépendants (ECO/CEI).

\* Y compris les ressources ordinaires additionnelles allouées depuis que le Conseil d’administration a approuvé les fonds.

\*\* Nouveaux programmes de pays débutant en janvier 2009 et approuvés par le Conseil d’administration en 2008.

1 Y compris : Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges britanniques, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago.

2 L’UNICEF fournit une assistance aux enfants et femmes palestiniens pendant la période 2008–2009 dans le Territoire palestinien occupé (4 200 000 dollars), au Liban (1 800 000 dollars), en Jordanie (1 000 000 dollars) et en République arabe syrienne (1 000 000 dollars).

3 Y compris : États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Samoa, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

4 La Serbie et le Monténégro (avant l’approbation du programme de pays 2007–2009 pour le Monténégro par le Conseil d’administration) incluait le Kosovo actuellement sous administration des Nations Unies (750 000 dollars).

# MONTANT TOTAL DES RESSOURCES DE L'UNICEF PAR SOURCE DE FINANCEMENT, 2008

(en dollars des É.-U.)

Pays, zones et territoires	RESSOURCES ORDINAIRES				AUTRES RESSOURCES <sup>1</sup>				Total
	Secteur public	Secteur privé			Secteur public		Secteur privé		
	Gouvernements	Comités nationaux <sup>2</sup>	Autres contributions <sup>2</sup>	Coût des marchandises fournies et autres dépenses <sup>5</sup>	Gouvernements	Mécanismes interinstitutions	Comités nationaux <sup>2</sup>	Autres contributions <sup>2</sup>	
Afrique du Sud	24 615							437 310	461 925
Algérie	24 000							21 802	45 802
Allemagne	8 253 981	40 054 336			8 099 718		39 493 656		95 901 691
Andorre	88 501	353 693			364 207		779 252		1 585 653
Angola								350 000	350 000
Arabie saoudite	2 000 000				500 000			991 542	3 491 542
Argentine	10 000		126 654					5 515 840	5 652 494
Arménie	4 500							62 939	67 439
Australie	21 792 827	2 991 543			58 527 122		5 724 103		89 035 595
Autriche	2 182 899	2 667 854			993 810		1 907 580		7 752 142
Azerbaïdjan	15 000							90 000	105 000
Bahreïn	5 000								5 000
Bangladesh	69 000				7 019 404				7 088 404
Barbade	4 000								4 000
Bélarus								15 750	15 750
Belgique	4 716 985	7 855 980			5 480 123		7 945 902		25 998 991
Belize					150 002				150 002
Bolivie	125 000				227 937			379 681	732 618
Botswana					151 200				151 200
Brésil			70 475		3 012 050			6 456 300	9 538 826
Bulgarie	7 000							1 565 577	1 572 577
Burkina Faso	4 540				530 565				535 105
Cambodge								70	70
Canada	17 664 300	1 048 770			109 379 606		6 651 580		134 744 255
Chili	77 000		8 721					326 706	412 427
Chine	1 289 715		260 203					5 553 184	7 103 102
Chypre	28 218		411 426						439 644
Colombie	400 000		185 079					2 809 732	3 394 812
Costa Rica	16 490								16 490
Côte d'Ivoire					10 200 000				10 200 000
Croatie	33 000		585 417					1 894 767	2 513 184
Danemark	37 578 600	11 249 001			42 835 812		8 219 085		99 882 498
Égypte	147 451				743 584			373 338	1 264 373
El Salvador	1 000								1 000
Emirats arabes unis	100 000		162 560		13 837 627			684 385	14 784 572
Équateur	22 254		151 064					854 971	1 028 289
Espagne	23 316 120	22 956 014			78 517 943		16 900 754		141 690 832
Estonie	55 896	306 291			341 016				703 203
États-Unis	127 955 100	8 673 939			173 447 136		57 891 267		367 967 442
Éthiopie	50 389								50 389
Ex-République yougoslave de Macédoine	3 000								3 000
Fédération de Russie	1 000 000							1 496 956	2 496 956
Fidji								34	34
Finlande	22 692 900	12 580 998			8 170 623		4 319 304		47 763 826
France	18 488 078	38 035 398			2 969 072		22 936 583		82 429 131
Gabon					205 500				205 500
Gibraltar			15 126						15 126
Grèce	300 000	4 910 310			423 190		1 007 785		6 641 285
Haïti	20 000							965	20 965
Honduras	30 167								30 167
Hong Kong, Chine		6 565 224					22 880 494		29 445 718
Hongrie	146 573	171 342					403 945		721 860
Inde	886 160				1 913 968			1 534 122	4 334 251
Indonésie	100 000		283 286					2 218 028	2 601 313
Iran, République islamique d'	55 005		227 529					169 716	452 249
Irlande	25 113 476	3 680 340			8 648 097		1 662 495		39 104 408
Islande		595 645			300 000		860 186		1 755 832
Israël	140 000								140 000
Italie	17 699 160	22 970 445			24 269 338		32 164 851		97 103 794
Jamaïque	493								493
Japon	15 705 783	133 144 861			137 568 816		22 550 693		308 970 153
Kazakhstan	50 000								50 000
Kenya			73 133					116 271	189 404

Pays, zones et territoires	RESSOURCES ORDINAIRES				AUTRES RESSOURCES <sup>1</sup>				Total
	Secteur public	Secteur privé			Secteur public		Secteur privé		
	Gouvernements	Comités nationaux <sup>2</sup>	Autres contributions <sup>2</sup>	Coût des marchandises fournies et autres dépenses <sup>5</sup>	Gouvernements	Mécanismes interinstitutions	Comités nationaux <sup>2</sup>	Autres contributions <sup>2</sup>	
Koweït	200 000								200 000
Lesotho	975								975
Liban								1 225 000	1 225 000
Liechtenstein	19 139				150 563				169 702
Lituanie		39 119			31 529				70 648
Luxembourg	3 933 436	1 180 730			6 381 883		769 154		12 265 203
Madagascar					4 663 813				4 663 813
Malawi	3 000								3 000
Malaisie	84 000				500 000			283 644	867 644
Mali	23 700								23 700
Maroc	81 797				181 380			39 801	302 977
Mauritanie	11 490								11 490
Mexico			227 660					4 926 641	5 154 301
Monaco	11 632		65 062		100 000				176 694
Mongolie	11 000				477 441				488 441
Namibie	1 500							192 381	193 881
Népal					156 220				156 220
Nicaragua	7 164							1 330	8 494
Nigéria			507 975					128 609	636 584
Norvège	73 544 000	2 542 459			123 341 093		14 529 128		213 956 680
Nouvelle-Zélande	3 538 458	752 724			2 900 941		1 016 013		8 208 135
Oman					998 700			42 263	1 040 963
Ouzbékistan					299 000				299 000
Pakistan	119 550								119 550
Panama	26 750		94 910		300 000			149 575	571 235
Pays-Bas	53 361 555	55 182 744			142 825 610		20 019 673		271 389 582
Pérou			250 322					459 036	709 358
Philippines	60 798		79 359					1 377 144	1 517 301
Pologne	200 000	693 843			220 096		2 427 313		3 541 252
Portugal	300 000	5 065 321			20 000		1 782 388		7 167 709
Qatar	100 000								100 000
République de Corée	2 800 000	11 694 034			5 606 346		6 003 803		26 104 182
République de Moldova	7 000				251 279				258 279
République dominicaine			75 424						75 424
République populaire démocratique de Corée	72 763								72 763
République slovaque	12 937	208 610					254 009		475 556
République tchèque	215 573	1 764 847			522 361		1 027 292		3 530 073
Roumanie	88 602							1 734 742	1 823 344
Royaume-Uni	37 961 310	8 041 955			174 858 832		37 926 860		258 788 957
Saint-Marin		8 222			43 807		77 488		129 517
Samoa	1 000								1 000
Sénégal			63 383		81 389				144 772
Serbie	10 000		252 316					397 435	659 750
Singapour	50 000								50 000
Slovénie	32 000	1 976 669			101 149		859 236		2 969 054
Soudan					8 356 963				8 356 963
Sri Lanka	15 500								15 500
Suède	71 895 700	14 367 881			97 840 659		40 712 443		224 816 682
Suisse	16 877 600	4 136 325			4 011 664		18 762 148		43 787 738
Tadjikistan					605 400				605 400
Thaïlande	237 569		236 145					4 722 083	5 195 797
Togo	2 180								2 180
Trinité-et-Tobago	15 000								15 000
Tunisie	44 078		93 121					119 931	257 130
Turquie	250 000	438 068			500 000		1 246 153		2 434 222
Ukraine								15 030	15 030
Uruguay	20 000		93 163					568 676	681 839
Venezuela (République bolivarienne du)			991 935					484 485	1 476 420
Yémen	9 954								9 954
Zambie								95 235	95 235
Divers <sup>3</sup>			1 501 502						1 501 502
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes <sup>4</sup>	-1 021 860	6 769			-5 941 278		-73 795		-7 030 163
Coût des marchandise fournies et autres dépenses <sup>5</sup>				-75 365 979					-75 365 979
Sous-total	615 731 026	428 912 302	7 092 951	-75 365 979	1 269 214 305		401 638 824	50 883 027	2 698 106 456



Pays, zones et territoires	RESSOURCES ORDINAIRES				AUTRES RESSOURCES <sup>1</sup>				Total
	Secteur public	Secteur privé			Secteur public		Secteur privé		
	Gouvernements	Comités nationaux <sup>2</sup>	Autres contributions <sup>2</sup>	Coût des marchandises fournies et autres dépenses <sup>5</sup>	Gouvernements	Mécanismes interinstitutions	Comités nationaux <sup>2</sup>	Autres contributions <sup>2</sup>	
Organisations intergouvernementales									
Banque africaine de développement					500 000				500 000
Banque asiatique de développement					65 000				65 000
Banque de développement du Conseil de l'Europe					607 258				607 258
Commission européenne					152 411 414				152 411 414
Fonds de l'OPEP					1 010 899				1 010 899
Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND)					105 000				105 000
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes <sup>4</sup>					-162 990				-162 990
Sous-total					154 536 582				154 536 582
Accords interinstitutions									
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)						20 096 728			20 096 728
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes <sup>4</sup>						-5 396 792			-5 396 792
Banque mondiale						4 800 754			4 800 754
Bureau des Nations Unies de coordination des affaires humanitaires						114 550 287			114 550 287
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets(UNOPS)						27 000			27 000
Centre des Nations Unies pour les établissements humains						203 323			203 323
Départements des Nations Unies des opérations de maintien de la paix (DOMP)						373 067			373 067
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)						100 000			100 000
Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)						4 952 001			4 952 001
Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine						1 989 145			1 989 145
Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD)						16 099 406			16 099 406
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)						113 750			113 750
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)						2 704 500			2 704 500
Organisation mondiale de la Santé						4 009 570			4 009 570
Programme commun des Nations Unies						7 757 567			7 757 567
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)						83 048 793			83 048 793
Secrétariat des Nations Unies						172 729			172 729
Sous-total						255 601 829			255 601 829
Organisations non gouvernementales									
Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN)								240 632	240 632
Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI)								3 364 884	3 364 884
Ani & Narod Memorial Fund								75 000	75 000
Atlantic Philanthropies								750 000	750 000
Bernard Van Leer Foundation								198 612	198 612
Bill & Melinda Gates Foundation								50 553 876	50 553 876
Conrad N. Hilton Foundation								1 730 000	1 730 000
Fondation des Nations Unies, Inc.								51 195 702	51 195 702
Initiative micronutriments								14 313 567	14 313 567
International Development Research								70 419	70 419
Le Fonds mondial, Suisse								7 266 700	7 266 700
Rotary International								41 370 090	41 370 090
Tetsuko Kuroyanagi, Japon			446					1 053 000	1 053 446
University of Notre Dame								1 500 000	1 500 000
Divers <sup>5</sup>			69 929					244 442	314 371
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes <sup>4</sup>								-626 840	-626 840
Sous-total			70 375					173 300 084	173 370 458
Autres recettes									108 373 010
MONTANT TOTAL DES RECETTES	615 731 026	428 912 302	7 163 325	(75 365 979)	1 423 750 887	255 601 829	401 638 824	224 183 110	3 389 988 334
Moins les postes correspondant au budget d'appui biennal									-17 448 095
TOTAL GÉNÉRAL									3 372 540 239

<sup>1</sup> Y compris les autres ressources 'ordinaires' et les autres ressources 'opérations d'urgence'.

<sup>2</sup> Y compris les recettes de la Division collecte de fonds et partenariats privés.

<sup>3</sup> La catégorie 'divers' regroupe principalement des recettes du secteur privé dont l'origine n'a pas été identifiée.

<sup>4</sup> Y compris les remboursements et ajustements aux recettes déclarées les années précédentes.

<sup>5</sup> Coût des marchandises livrées et autres dépenses de fonctionnement de la Division Collecte de fonds et partenariats privés, exception faite des commissions retenues par les partenaires commerciaux.

<sup>6</sup> La catégorie 'divers' regroupe principalement des recettes provenant d'organisations non gouvernementales.



## CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNICEF

L'année du Conseil d'administration va du 1er janvier au 31 décembre.

L'UNICEF est géré par un Conseil d'administration composé de 36 membres. Cet organe intergouvernemental établit les politiques, approuve les programmes et prend des décisions relatives aux plans administratifs et financiers et aux budgets. Les membres sont élus par le Conseil économique et social des Nations Unies et siègent pendant trois ans.

## MEMBRES DU BUREAU POUR 2008

Président :

S.E. M. Anders Lidén (Suède)

Vice-présidents :

S.E. M. Jorge Skinner-Klée/ S.E. M. Gert Rosenthal (Guatemala)<sup>1</sup>

S.E. M. Hamidon Ali (Malaisie)

S.E. Mme Ami Diallo/S.E. M. Oumar Daou (Mali)<sup>2</sup>

S.E. M. Mihnea Ioan Motoc/S.E. Mme. Simona Miculescu (Roumanie)<sup>3</sup>

## MEMBRES DU BUREAU POUR 2008

Allemagne, Antigua-et-Barbuda, Australie, Autriche, Bahamas, Burkina Faso, Cameroun, Chine, Colombie, Croatie, Espagne, États-Unis, Ethiopie, Fédération de Russie, Finlande, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Iran, Japon, Malaisie, Mali, Mauritanie, Myanmar, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République centrafricaine, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Serbie, Suède, Zimbabwe

---

<sup>1</sup> S.E. M. Gert Rosenthal a succédé à S.E. M. Jorge Skinner-Klée le 1er avril 2008.

<sup>2</sup> S.E. M. Oumar Daou a succédé à S.E. Mme Ami Diallo le 3 juin 2008.

<sup>3</sup> S.E. Mme Simona Miculescu a succédé à S.E. M. Mihnea Ioan Motoc le 2 mai 2008.



Publié par l'UNICEF  
Division de la communication  
3 United Nations Plaza  
New York, NY 10017, États-Unis

Site Internet : [www.unicef.org/french](http://www.unicef.org/french)  
Courriel : [pubdoc@unicef.org](mailto:pubdoc@unicef.org)



© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)  
Juin 2009